

**REPUBLIQUE DU SENEGAL**

**AUTORITE DE REGULATION DES  
MARCHES PUBLICS  
(ARMP)**

**MINISTERE DE LA COMMUNICATION, DES  
TELECOMMUNICATIONS CHARGE DES  
TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION  
(MICOMTELTICS)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE  
LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE  
DE LA GESTION 2011**

**RAPPORT FINAL**

**(AVRIL 2013)**

**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

---

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

---

Dakar, le 15 avril 2013

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de  
Régulation des Marchés Publics (ARMP)  
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber  
Dakar**

**Monsieur le Directeur Général,**

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier et technique des marchés conclus par le Ministère de la Communication, des Télécommunications chargé des Technologies de l'Information (MICOMTELTICS) pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2011.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics (décret N° 2007 – 545 du 25 avril 2007 modifié et complété par les décrets N° 2010 – 1188 du 13 septembre 2010, N° 2011-04 du 6 janvier 2011 et N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par le Ministère de la Communication, des Télécommunications chargé des Technologies de l'Information (MICOMTELTICS) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

## 1. Réserves

- a) nous avons constaté de manière générale que la Commission qui a procédé à l'évaluation des Demandes de Renseignements et de Prix n'est pas la même que la Commission des Marchés instituée en vertu des dispositions de l'article 36 du Code des Marchés Publics ; elle n'est par conséquent pas habilitée à effectuer les opérations d'ouverture, d'évaluation et d'attribution des offres. Ce faisant, tous les marchés évalués par cette commission sont irréguliers et doivent normalement être frappés de nullité.
- b) les procédures de DRP sont marquées par plusieurs entorses substantielles à la réglementation des marchés publics. **Des pratiques collusives récurrentes ont été identifiées** qui sont la conséquence du choix d'un mode de dévolution des marchés consistant à recourir à des « intermédiaires » disposant d'une surface financière leur permettant de préfinancer les opérations pour leur attribuer des marchés, au détriment des véritables spécialistes des prestations ciblées. Ainsi, la confection des listes restreintes ne tient pas compte des capacités techniques des entreprises, mais uniquement de leurs capacités à préfinancer les activités programmées. Ce mode de dévolution des marchés est non seulement en contradiction avec l'article 44 du CMP qui dispose que « ...tout candidat à un marché public doit justifier qu'il dispose des capacités juridiques, techniques et financières requises pour exécuter le marché ...», mais aussi avec les principes d'économie en ce qu'il contribue à renchérir la dépense publique l'intermédiaire choisi devant forcément ajouter sa marge. C'est le cas de l'étude sur la généralisation du service numérique ou de l'étude portant élaboration de la lettre de politique sectorielle et du cadre des dépenses sectorielles à moyen terme pour la réalisation desquelles des entreprises spécialisées dans le commerce ou dans les travaux de génie civil ont été consultées en lieu et place des véritables spécialistes; la constitution des listes restreintes n'a par conséquent pas obéi aux exigences de la procédure de DRP qui suppose que l'Autorité Contractante « pré qualifie » les candidats qui sont a priori supposés avoir les capacités pour les prestations envisagées. Par ailleurs, les offres des soumissionnaires ont été présentées sous forme de factures pro forma comme s'il s'agissait d'acquérir des fournitures alors qu'en matière de prestations intellectuelles, des Termes de Référence doivent être élaborés, des offres techniques et financières requises et évaluées selon des procédures déterminées. Il y'a manifestement un détournement de la procédure de DRP.
- c) nous avons constaté que la quasi-totalité des DRP constituent des consultations sans réelle concurrence puisque simulées ou entachées de signes de collusion. En effet, outre des cadres de présentation identiques pour certaines factures pro forma avec parfois, la reproduction des mêmes numéros de RC, de NINEA ou de téléphone sur des factures à entêtes différentes, nous avons noté la commission des mêmes fautes

d'orthographe. Ces observations sont caractéristiques, soit de collusions entre soumissionnaires, soit de simulations de concurrence par l'Autorité Contractante;

- d) nous avons noté un autre dysfonctionnement consistant en **une démultiplication des achats de même nature qui auraient dû être regroupés pour éviter le fractionnement des commandes proscrit par les dispositions de l'article 54 – 5 du CMP**. A titre d'exemple, nous avons relevé cinq DRP relatives à des achats de cassettes audiovisuelles pour un montant cumulé estimé à 41 587 467 F CFA TTC. Ce fractionnement des commandes résulte d'une interprétation erronée de la réglementation consistant à considérer chaque Administrateur de Crédit comme une Autorité Contractante. Lesdits marchés fractionnés auraient pu faire l'objet d'appels d'offres et donner lieu à la conclusion d'un marché à commandes ou d'un marché de clientèle. Nous rappelons que le fractionnement des marchés est apprécié par rapport à l'Autorité Contractante, indépendamment de la répartition des crédits, et non par rapport à l'Administrateur de Crédits car un marché peut être financé par plusieurs crédits et donner lieu à l'édition de plusieurs AEC et TCC. Les délégations de crédits doivent par conséquent s'adapter à la passation des marchés ;
- e) les DRP initiées par les différents Administrateurs de Crédits Délégués ont été attribuées par ces derniers qui se sont comportés comme des Personnes Responsables de Marchés. Ces Administrateurs de Crédits Délégués ont été désignés sur la base d'un arrêté ministériel conformément aux dispositions de l'article 18 du décret 2003-101 du 13 mars 2003 portant Règlement de la Comptabilité Publique. Ils n'ont pas été désignés Personnes Responsables de Marchés au sens des articles 27 et 28 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 modifié et complété par le décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics. En conséquence, ces Administrateurs de Crédits Délégués n'ayant pas reçu une habilitation formelle du Ministre Dépensier dans les mêmes formes que celles prévues par l'alinéa 3 de l'article 18 de la loi portant Règlement de la Comptabilité Publique ne sont par conséquent pas habilités à signer des marchés. Ce faisant tous les contrats signés par ces derniers sont, sur le plan des principes, frappés de nullité.
- f) les DPAO relatives à l'appel d'offres portant acquisition de véhicules requièrent dans ses IC 5.1 relatives à l'expérience des soumissionnaires « deux marchés de même nature et de taille similaire au cours des trois dernières années ». Cette exigence de justification de deux marchés de même taille constitue une entrave au libre accès à la commande publique notamment pour les entreprises nouvellement créées et viole le principe d'égalité des candidats. Si en vertu l'article 27 du COA le candidat doit avoir une expérience dans la réalisation d'activités analogues à celle faisant l'objet du marché et que par conséquent l'autorité contractante peut demander aux candidats des références dans la fourniture de véhicules analogues, l'AC ne peut pas demander aux soumissionnaires de faire la preuve de l'exécution de marchés de même taille. En introduisant cette exigence relative à la taille du marché dans les critères de qualification, sans démontrer en quoi elle est objectivement rendue nécessaire par l'objet du marché et la nature des

prestations, l'autorité contractante restreint l'accès au marché (cf. décision N° 150/11/ARMP/CRD du 3 août 2011).

A notre avis, au regard de l'importance des points évoqués ci-avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés par le MICOMTELTICS ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

## SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	6
1 Synthèse des non conformités et des recommandations	8
1.1 Synthèse des non conformités sur la passation et recommandations	9
1.2 Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	16
1.3 Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	18
1.4 Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	20
2 Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	31
2.1 Contexte de l'intervention	32
2.2 Objectifs de la mission	33
2.2.1 Objectifs généraux	33
2.2.2 Objectifs spécifiques	33
2.2.3 Etendue des travaux à effectuer	34
2.2.4 Rapports émis au terme de la mission	37
3 Approche méthodologique	38
3.1 Revue approfondie des textes de référence	39
3.2 Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	40
3.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	41
3.3.1 Audit de la préparation des marchés	42
3.3.2 Audit de la gestion de l'attribution	43
3.3.3 Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	44
4 Résultats des travaux	45
4.1 Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	46
4.1.1 Commission des marchés	46
4.1.2 Cellule de passation des marchés	46
4.1.3 Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	46
4.1.4 Documents de programmation de la passation des marchés	46
4.1.4.1 Plan de passation des marchés	46
4.1.4.2 Avis général de passation des marchés	47
4.1.5 Rappel des seuils applicables au MICOMTELTICS	47
4.2 Examen des marchés	47
4.2.1 Périmètre couvert par nos travaux	47
4.2.2 Marchés conclus par Appel d'Offres	50
4.2.3 Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	55

**S**

### **Liste des abréviations et sigles**

AOO	Appel d’Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MICOMTELTICS	Ministère de la Communication, des Télécommunications et des Tics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

**SECTION 1**  
**SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS**



## **1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES ET RECOMMANDATIONS**

## 1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

### SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

#### **AO N° 01/2011/MICOMTELTIC ACQUISITION DE VEHICULES (TROIS VEHICULES PICK UP 4X4 DOUBLE CABINES) POUR LE COMPTE DU MINISTERE DE LA COMMUNICATION DES TELECOMMUNICATIONS ET DES TICS**

Les DPAO requièrent dans ses IC 5.1 relatives à l'expérience des soumissionnaires « deux marchés de même nature et de taille similaire au cours des trois dernières années ». Cette exigence de justification de deux marchés de même taille constitue une entrave au libre accès à la commande publique notamment pour les entreprises nouvellement créées et viole le principe d'égalité des candidats ;

Si en vertu l'article 27 du COA qui exige du candidat d'avoir une expérience dans la réalisation d'activités analogues à celle faisant l'objet du marché, l'autorité contractante peut demander aux candidats des références dans la fourniture de véhicules analogues, elle ne peut pas demander à ces derniers de faire la preuve de l'exécution de marchés de même taille ;

En introduisant cette exigence relative à la taille du marché dans les critères de qualification, sans démontrer en quoi elle est objectivement rendue nécessaire par l'objet du marché et la nature des prestations, l'autorité contractante restreint l'accès au marché. Nous notons qu'à l'évaluation, le critère relatif à « taille » n'a pas été pris en compte dans la vérification des critères de qualification du candidat retenu ; seule l'exécution des deux marchés similaires a été considérée ;

Les articles du CMP cités dans l'avis d'attribution provisoire et ouvrant les délais de recours gracieux auprès de l'AC, ne sont plus conformes au CMP. En effet, les articles 81-3 et 87 deviennent respectivement 83-3, 88 et 89 dans le CMP en se référant au décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;

Le montant auquel le marché a été attribué n'est mentionné ni dans l'avis d'attribution, ni dans les lettres adressées aux candidats non retenus pour les informer du rejet de leurs offres ;

Les lettres d'information aux candidats non retenus n'avaient pas été dressées et envoyées aux soumissionnaires en violation de l'article 83.3 du CMP. En effet, c'est seulement après qu'un soumissionnaire a envoyé une demande écrite pour demander le motif du rejet de son offre (03

août 2011) que l'AC a s'est conformée aux dispositions de l'article 83.3 du CMP ;

Ainsi la notification d'attribution provisoire est envoyée au candidat retenu le 13 août 2011, soit 13 jours après la publicité de l'avis d'attribution provisoire alors que l'ordre de mise en œuvre de ces formalités aurait dû être inversé. Le contrat n'a pas été soumis par le titulaire à la formalité de l'enregistrement en violation de l'article 424 du CGI ;

La notification de l'attribution définitive ainsi que le support de publicité de l'avis d'attribution définitive ne sont pas joints au dossier de passation du marché ;

Le délai d'exécution avait été fixé à 30 jours à compter de la date de notification du marché (23 septembre 2011) alors que le bordereau de livraison est daté du 11 novembre 2001, soit un retard de livraison de 19 jours qui n'a pas donné lieu au prélèvement des pénalités de retard en violation de l'article 134 du CMP.

#### **OBSERVATIONS GENERALES SUR LES DRP**

Les DRP initiées par les différents Administrateurs de Crédits Délégués ont été attribuées et approuvées par ces derniers, la plupart d'entre eux font partie de la commission des marchés. Ces Administrateurs de Crédits Délégués ont été désignés par arrêté ministériel conformément aux dispositions de l'article 18 du décret 2003-101 du 13 mars 2003 portant Règlement de la Comptabilité Publique. Ils n'ont pas été désignés Personnes Responsables de Marchés au sens des articles 27 et 28 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 modifié et complété par le décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics. En conséquence, ces Administrateurs de Crédits Délégués n'ayant pas reçu formellement une habilitation formelle du Ministre Dépensier dans les mêmes formes que celles prévues par l'alinéa 3 de l'article 18 de la loi portant Règlement de la Comptabilité Publique ne sont par conséquent pas habilités à signer des marchés. Ce faisant toutes les DRP signées par ces derniers sont en principe frappées de nullité ;

Les lettres d'invitation à soumissionner adressées aux candidats ne donnent pas d'indications sur l'identité des autres entreprises sollicitées dans le cadre des différentes consultations en violation des dispositions de la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Les dates limites de dépôt des offres ne sont pas indiquées dans les lettres de consultation envoyées aux fournisseurs en violation des

dispositions de l'article 67-1 du CMP et de la circulaire N°004 ci-avant mentionnées ;

Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas jointes au dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Les contrats sont très sommaires et ne comportent pas certaines clauses obligatoires notamment celles relatives au délai d'exécution et subséquemment aux pénalités de retard et en violation des articles 13-6 et du CMP 134.

#### **ACHATS DE CASSETTES AUDIOVISUELLES**

Cinq DRP ont été faites pour l'achat de cassettes audiovisuelles pour un montant cumulé estimé à 41 587 467 F CFA TTC. Ces achats multiples de fournitures de même nature sont assimilables à un fractionnement de marché qui est apprécié par rapport à l'Autorité Contractante indépendamment de la répartition des crédits et non par rapport à l'Administrateur des Crédits car un marché peut être financé par plusieurs crédits et donner lieu à l'édition de plusieurs AEC et TCC. Les délégations de crédits doivent par conséquent s'adapter à la passation des marchés ;

L'examen du contenu des offres des soumissionnaires a permis de noter des indices laissant entrevoir une collusion entre fournisseurs et/ou une concurrence simulée. En effet, il est curieux de constater que pour toutes ces consultations, les soumissionnaires aient proposé des prix unitaires alors que les quantités ont bien été indiquées dans le bordereau quantitatif estimatif annexé à la lettre d'invitation à soumissionner ;

Par ailleurs, pour les DRP 1, 2 et 3, les offres de tous les soumissionnaires ont été présentées hors taxes. Ces indices nous conduisent à douter de la transparence des procédures mises en œuvre pour la passation de ces marchés ;

Les procès verbaux d'attribution n'indiquent pas les montants auxquels les marchés ont été attribués ;

Les montants des marchés attribués pour la quasi-totalité des DRP sont curieusement équivalents, à quelques francs près, aux montants des crédits ouverts pour les acquisitions programmées ;

Les attestations et les justificatifs du reversement du précompte de TVA ne sont pas classés dans les dossiers qui nous sont transmis.

### **DRP N° 9 et 10**

Concernant la **DRP N° 9**, la présentation des offres des soumissionnaires dont quatre sont domiciliés dans le même quartier à Golf Nord et le cinquième à Guédiawaye est identique et les mêmes fautes de frappe ou d'orthographe sont reconduites par l'ensemble des candidats laissant entrevoir que les offres pourraient provenir de la même source ou de sources liées en violation des principes de transparence de la concurrence. Par ailleurs, les factures pro forma des entreprises Sakho et Frères, Entreprise Electricité et Entreprise Wagne et Frères ne portent ni numéro de registre de commerce ni NINEA, ce qui fait douter de l'existence légale de ces structures. Pour la **DRP N° 10** relative à l'achat de petit matériel d'électricité à 5 964 000 F, les cinq offres proposées ne sont pas exhaustives comparativement au bordereau quantitatif qui indique 27 articles, il est curieux de constater que l'ensemble des soumissionnaires ont coté pour 21 articles sans que la Commission des marchés n'ait soulevé ce manquement pour attribuer en définitive le marché tel quel ;

De plus, de forts indices de collusion ont été décelés, les offres des entreprises Sénégalaise de Services, GIE MAGUI MAG, EBTE et Laye Distribution sont non seulement identiques sur la présentation mais elles répètent les mêmes fautes grossières. A titre d'exemple, on peut relever en lieu et place de Starter « sarer », prise halogène « allongène » coaxial est repris en groupe « coicial » etc....

### **DRP N° 18 CONFERENCE POUR L'INFORMATION ET LA SENSIBILISATION SUR LA TRANSITION VERS LE NUMERIQUE**

Les soumissionnaires short listés ne sont ni des consultants, ni des réceptifs hôteliers dont le métier est d'organiser des séminaires, d'héberger des personnes. La constitution de la liste retreinte n'a pas obéi aux exigences de la procédure de DRP qui suppose que l'Autorité Contractante « pré qualifie » les candidats qui sont a priori supposés avoir les capacités pour la prestation envisagée ;

L'examen des factures pro forma présentées par les différents soumissionnaires a permis de relever de nombreuses similitudes laissant entrevoir une collusion entre fournisseurs faisant peser une incertitude sur la transparence de la procédure.

### **DRP N° 19 ELABORATION DE LA LETTRE DE POLITIQUE SECTORIELLE ET DU CADRE DES DEPENSES SECTORIELLES A MOYEN TERME**

Les soumissionnaires short listés ne sont pas des consultants dont le métier est de réaliser des études. La constitution de la liste retreinte n'a pas non plus obéi aux exigences de la procédure de DRP qui suppose que l'Autorité Contractante « pré qualifie » les candidats qui sont a

priori supposés avoir les capacités pour la prestation envisagée. Par ailleurs, les offres des soumissionnaires consistent en des factures pro forma comme s'il s'agissait d'acquérir des fournitures alors qu'en matière de prestations intellectuelles, des Termes de Référence doivent être élaborés, des offres techniques et financières requises et évaluées selon des procédures déterminées. Il y'a manifestement un détournement de la procédure de DRP.

#### **DRP N° 20 SEMINAIRE SUR LA COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE**

L'examen des offres des sociétés LADCO et MALITRADING a permis de constater une collusion avérée entre ces deux candidats qui présentent la même adresse postale, les mêmes numéros de téléphones fixe et mobile, les mêmes RC, NINEA et Compte Bancaire).

#### **DRP N° 21 ETUDE SUR L'IMPACT DE LA TRANSITION VERS LE NUMERIQUE POUR LE PROJET DE TRANSITION VERS LE NUMERIQUE**

Les offres des soumissionnaires consistent en des factures pro forma comme s'il s'agissait d'acquérir des fournitures alors qu'en matière de prestations intellectuelles, des Termes de Référence doivent être élaborés, des offres techniques et financières requises et évaluées selon des procédures déterminées. Il y'a manifestement un détournement de la procédure de DRP ;

Les offres des cinq candidats présentent des similitudes laissant entrevoir une collusion.

#### **DRP N° 22 ETUDE SUR LA GENERALISATION DU SERVICE NUMERIQUE.**

Des entreprises spécialisées dans la vente de marchandises et de matériels de construction ont été invitées à soumissionner à la DRP portant sur l'étude relative à la généralisation du service numérique qui aurait dû être considérée comme une prestation intellectuelle. Ce faisant, on privilégie le financement de l'étude au détriment des consultants individuels ou firmes spécialisés.

### **SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES**

Se conformer aux dispositions des articles 27 du COA, 9 et 134 du CMP ;

Mettre à jour les modèles d'avis d'attribution en insérant les articles 83-3, 88, 89 du CMP en lieu et place des articles 81 et 87 ;

Veiller à inscrire les montants auxquels les marchés sont attribués dans les avis d'attribution provisoire et les lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus ;

Veiller à dresser la notification d'attribution provisoire et à informer les candidats non retenus avant la publicité de l'avis d'attribution provisoire conformément à l'article 83-3 du CMP ;

S'approprier les instructions du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés ;

Se conformer aux dispositions des articles 13, 27, 28, 54-5, 67, 78 et 134 du CMP ;

Demander expressément aux soumissionnaires de présenter des offres en TTC ;

Veiller à inscrire les montants auxquels les marchés sont attribués dans les procès verbaux d'attribution ;

Veiller au respect des dispositions de la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure des DRP ;

S'approprier les instructions du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés ;

Veiller à plus de rigueur pour le respect des règles de transparence édictées par le CMP dans la procédure de DRP.

## **1.2 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE ET RECOMMANDATIONS**



<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
Les attestations de précompte TVA et les justificatifs de leur reversement n'ont pas été joints au dossier.
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE</b>
Veiller au classement et à l'archivage des documents de passation tel qu'édicte par le manuel d'archivage et de classement de l'ARMP.

### **1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE ET RECOMMANDATIONS**

<b>SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
NON APPLICABLE
<b>SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE</b>
NON APPLICABLE

#### **1.4 TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DES TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES**

<b>TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS</b>
---

Description	AO N° 01/2011/MICOMTELTIC	DRP N° 1	DRP N° 2	DRP N° 3
<b>Nature</b>	Acquisition de véhicules (trois véhicules Pick up 4X4 double cabines) pour le compte du Ministère de la Communication des Télécommunications et des TICS	Achat de cassettes audiovisuelles	Achat de cassettes BETACAM	Achat de cassettes audiovisuelles
<b>Attributaires</b>	CFAO MOTOR SENEGAL	ATN	Entreprise Sénégalaise de Distribution	MAFOPRES
<b>Montants</b>	44 988 000 F CFA TTC ramenés à 29 972 000 F CFA TTC	8 170 017 F CFA TTC	5 994 400 F CFA TTC	14 905 011 FCFA TTC
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP		✓	✓	✓
Violation de l'article 9 du CMP sur l'existence de crédits budgétaires	✓			
Violation des articles 27 et 28 du CMP sur les PRM		✓	✓	✓
Violation de l'art 27 du COA sur l'expérience des candidats dans la réalisation d'activités analogues	✓			
Violation de l'article 54-5 du CMP sur le fractionnement des marchés		✓	✓	✓
Violation de l'article 67 du CMP sur l'ouverture des plis		✓	✓	✓

Violation de l'article 78 du CMP sur les DRP		✓	✓	✓
Violation de l'art 83.3 du CMP : Défaut d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres	✓			
Date limite de dépôt des offres non indiquée dans les lettres de consultation		✓	✓	✓
Procès verbal d'attribution ne portant pas le montant auquel le marché est attribué		✓	✓	✓
Indices de collusion ou factures pro forma provenant de sources liées		✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 134 du CMP sur l'application des pénalités de retard	✓			
Délais de passation énormément longs	✓			
Contrats non soumis aux formalités de l'enregistrement en violation de l'article 424 du CGI	✓			

<b>Description</b>	<b>DRP N° 4</b>	<b>DRP N° 5</b>	<b>DRP N° 6</b>	<b>DRP N° 7</b>
<b>Nature</b>	<b>Achat de cassettes BETACAM</b>	<b>Achat de cassettes BETACAM</b>	<b>Achat de casquettes vierges</b>	<b>Entretien et maintenance du groupe électrogène</b>
<b>Attributaires</b>	MALITRADING	ATN	INTERCOM	MAFOPRES
<b>Montants en FCFA TTC</b>	4 765 548 F CFA TTC	2 519 994 F CFA TTC	2 239 050 F CFA TTC	4 580 000 F CFA TTC
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓
Violation des articles 27 et 28 du CMP sur les PRM	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 54-5 du CMP sur le fractionnement des marchés	✓	✓		✓
Violation de l'article 67 du CMP sur l'ouverture des plis	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 78 du CMP sur les DRP	✓	✓	✓	✓
Date limite de dépôt des offres non indiquée dans les lettres de consultation	✓	✓	✓	✓
Procès verbal d'attribution ne portant pas le montant auquel le marché est attribué	✓	✓	✓	✓
Indices de collusion ou factures pro forma provenant de sources liées		✓		✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓

<b>Description</b>	<b>DRP N° 8</b>	<b>DRP N° 9</b>	<b>DRP N° 10</b>	<b>DRP N° 11</b>
<b>Nature</b>	<b>Entretien de la mémoire électronique, révision générale et mise en marché du groupe électrogène</b>	<b>Travaux d'électricité</b>	<b>Achat de petits matériels d'électricité</b>	<b>Fourniture de Matériels et Mobiliers de Bureau</b>
<b>Attributaires</b>	MAFOPRES	Abdoulaye Seye	PICOMEGA	GIE Sénégalaise Multi-services
<b>Montants en FCFA TTC</b>	7 453 387 F CFA TTC	3 999 964 F CFA TTC	4 554 800 F CFA TTC	9 971 000 F CFA TTC
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓
Violation des articles 27 et 28 du CMP sur les PRM	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 54-5 du CMP sur le fractionnement des marchés	✓	✓	✓	
Violation de l'article 67 du CMP sur l'ouverture des plis	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 78 du CMP sur les DRP	✓	✓	✓	✓
Date limite de dépôt des offres non indiquée dans les lettres de consultation	✓	✓	✓	✓
Procès verbal d'attribution ne portant pas le montant auquel le marché est attribué	✓	✓	✓	✓
Indices de collusion ou factures pro forma provenant de sources liées	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓



<b>Description</b>	<b>DRP N° 12</b>	<b>DRP N° 13</b>	<b>DRP N° 14</b>	<b>DRP N° 15</b>
<b>Nature</b>	<b>Achat de Matériels Informatiques de Bureau</b>	<b>Fourniture de Matériel Informatique de Bureau</b>	<b>Fourniture de Petits Matériels de Reportage</b>	<b>Fourniture de Petits Matériels de Reportage</b>
<b>Attributaires</b>	MAFOPRES	Entreprise Sénégalaise de Distribution	Global Business et Services	E.A.M.S
<b>Montants en F CFA TTC</b>	7 999 810	11 499 690	8 103 060	2 414 870
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 7 du CMP sur les noms de marque	✓	✓	✓	✓
Violation des articles 27 et 28 du CMP sur les PRM	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 54-5 du CMP sur le fractionnement des marchés	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 67 du CMP sur l'ouverture des plis	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 78 du CMP sur les DRP	✓	✓	✓	✓
Date limite de dépôt des offres non indiquée dans les lettres de consultation	✓	✓	✓	✓
Procès verbal d'attribution ne portant pas le montant auquel le marché est attribué	✓	✓	✓	✓
Indices de collusion ou factures pro forma provenant de sources liées	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓

<b>Description</b>	<b>DRP N° 16</b>	<b>DRP N° 17</b>	<b>DRP N° 18</b>	<b>DRP N° 19</b>
<b>Nature</b>	<b>Entretien Climatiseurs et Splits</b>	<b>Réparation Climatiseurs et Splits</b>	<b>Conférence pour information et sensibilisation de la transition vers le numérique</b>	<b>Elaboration de la lettre de politique sectorielle et du cadre de dépenses sectorielles à moyen terme</b>
<b>Attributaires</b>	KHOUMA Multi-Services	KHOUMA Multi-Services	GIE LE MASSAINA	EAMS INTERNATIONAL TRADING
<b>Montants en F CFA TTC</b>	3 823 200	7 995 798	4 997 300	12 000 000 F CFA
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓
Violation des articles 27 et 28 du CMP sur les PRM	✓	✓		
Violation de l'article 44 du CMP sur la détention des entreprises d'un numéro de RC et de NINEA	✓	✓		
Violation de l'article 54-5 du CMP sur le fractionnement des marchés	✓	✓		
Violation de l'article 78 du CMP sur les DRP	✓	✓	✓	✓
Date limite de dépôt des offres non indiquée dans les lettres de consultation	✓	✓	✓	✓
Procès verbal d'attribution ne portant pas le montant auquel le marché est attribué	✓	✓		
Indices de collusion ou factures pro forma provenant de sources liées	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓		

<b>Description</b>	<b>DRP N° 20</b>	<b>DRP N° 21</b>	<b>DRP N° 22</b>	<b>DRP N° 23</b>
<b>Nature</b>	<b>Séminaire sur la communication gouvernementale</b>	<b>Etude sur l'impact de la transition vers le numérique pour le projet de transition vers le numérique</b>	<b>Etude sur la généralisation du service numérique</b>	<b>Impression simple sur affiches et dépliants</b>
<b>Attributaires</b>	LADCO SUARL	EBM	EBM	MAME DIARRA CISSE
<b>Montants en F CFA TTC</b>	7 570 000 F CFA TTC	24 839 000 F CFA TTC	10 100 000 F CFA TTC	3 245 000 FCFA TTC
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 44 du CMP sur la détention des entreprises d'un numéro de RC et de NINEA		✓	✓	
Violation de l'article 78 du CMP sur les DRP	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 80 du CMP sur les prestations intellectuelles		✓	✓	
Date limite de dépôt des offres non indiquée dans les lettres de consultation		✓	✓	✓
Entreprises consultées non spécialisées dans le domaine		✓	✓	
Indices de collusion ou factures pro forma provenant de sources liées	✓	✓		

<b>Description</b>	<b>DRP N° 24</b>	<b>DRP N° 25</b>	<b>DRP N° 26</b>	<b>DRP N° 27</b>
<b>Nature</b>	<b>Médailles + cadeaux récipiendaires (fête fin d'année 2010)</b>	<b>Fournitures de tee- shirts vierges</b>	<b>Déménagement bureau, installation, nettoyage ordures</b>	<b>Transition vers le numérique/ congrès sur la transition vers le numérique</b>
<b>Attributaires</b>	SERIGNE FALILOU MBACKE ENTREPRISE	MAFOPRES	DISTRIBUTION PLUS B.C.V.S	NAZOUROU SERVICES & PRESTATION
<b>Montants en F CFA TTC</b>	10 490 000 FCFA TTC	1 058 750 FCFA HT	14 508 808 FCFA TTC	9 999 910 FCFA TTC
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 44 du CMP sur la détention des entreprises d'un numéro de RC et de NINEA				
Violation de l'article 78 du CMP sur les DRP	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 80 du CMP sur les prestations intellectuelles				
Date limite de dépôt des offres non indiquée dans les lettres de consultation	✓	✓	✓	✓
Terme « dépouillement » utilisé non conforme	✓	✓	✓	✓
Montant engagé 10 fois supérieur au montant attribué			✓	
Mode de passation utilisé inapproprié				✓

<b>Description</b>	<b>DRP N° 28</b>	<b>DRP N° 29</b>	<b>DRP N° 30</b>	<b>DRP N° 31</b>
<b>Nature</b>	<b>IMPRESSION SIMPLE SUR CHEMISES CARTONNEES VIERGES « EN-TETE DU MINISTERE »</b>	<b>PROJET DE TRANSITION VERS LE NUMERIQUE / CONFECTIONS DE BROCHURES ET DEPLIANTS SUR LA TRANSITION VERS LE NUMERIQUE</b>	<b>PROJET TRANSITION VERS LE NUMERIQUE / ENTRETIEN VEHICULES</b>	<b>PIECES DE RECHANGE POUR VEHICULES AUTOMOBILES (PARC AUTOMOBILE)</b>
<b>Attributaires</b>	LADCO SUARL	OPTIMA TRADING	STATION SERVICE SHELL PASTEUR	MAFOPRES
<b>Montants en F CFA TTC</b>	2 628 450 FCFA TTC	9 999 833 FCFA TTC	3 000 000 FCFA TTC	455 300 FCFA TTC
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 54-5 du CMP sur le fractionnement des marchés			✓	✓
Violation de l'article 78 du CMP sur les DRP	✓	✓	✓	✓
Date limite de dépôt des offres non indiquée dans les lettres de consultation	✓	✓	✓	✓
Terme « dépouillement » utilisé non conforme	✓	✓	✓	✓
Indices de collusion ou factures pro forma provenant de sources liées	✓	✓	✓	✓

<b>Description</b>	<b>DRP N° 32</b>	<b>DRP N° 33</b>	<b>DRP N° 34</b>	<b>DRP N° 35</b>
<b>Nature</b>	<b>Location véhicules visite ministre communication dans les nouvelles structures des télécommunications</b>	<b>Réparation véhicules du ministère de la communication</b>	<b>Location véhicules</b>	<b>Entretien et réparation véhicules</b>
<b>Attributaires</b>	Compagnie Sénégalaise de Services et de Travaux	Mandione Diop	Distribution plus B.C.V.S	La Sénégalaise de l'Automobile
<b>Montants en F CFA TTC</b>	8 249 988 FCFA TTC	9 900 000 FCFA TTC	10 385 100 FCFA TTC	2 651 419 FCFA TTC
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 54-5 du CMP sur le fractionnement des marchés		✓	✓	
Violation de l'article 78 du CMP sur les DRP	✓	✓	✓	✓
Date limite de dépôt des offres non indiquée dans les lettres de consultation	✓	✓	✓	✓
Terme « dépouillement » utilisé non conforme	✓	✓	✓	✓
Indices de collusion ou factures pro forma provenant de sources liées		✓		
Reconduction tacite du marché non conforme au CMP				✓

**SECTION 2**  
**CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

## **2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION**

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2011 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.



## **2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION**

### **2.2.1 Objectifs Généraux**

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 Décembre 2011, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

### **2.2.2 Objectifs Spécifiques**

Il s'agira dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;

- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

### 2.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2011, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
  - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
  - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
  - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés ;
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

## **AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE**

Nous devons procéder, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

#### **2.2.4 Rapports émis au terme de la mission**

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

### **SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE**

### 3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

#### 3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2011 – 04 du 06 janvier 2011 modifiant et complétant le décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010 – 1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;

- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;

### **3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement du Ministère de la Communication, des Télécommunications et des Tics (MICOMTELTICS) pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur



l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

### **3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES**

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,

- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

### 3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ? ),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais

requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),

- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

### 3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés cotés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,

- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

### **3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES**

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

## **SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX**

## **4. RESULTATS DES TRAVAUX**

### **4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES**

#### **4.1.1 COMMISSION DES MARCHES**

La Commission des Marchés (CM) du MICOMTELTICS, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée comme stipulé dans l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

L'acte de nomination des membres de la Commission des Marchés a été pris le 07 mars 2011 (Décision N° 002242), cependant, l'autorité contractante s'est conformée tardivement à son obligation car l'article 36-1 dispose que cette nomination des membres de la CM doit intervenir au plus tard le 5 janvier de l'exercice en cours.

#### **4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES**

La Cellule de Passation des Marchés a également été instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. L'acte de nomination des membres de la Cellule de Passation des Marchés (CPM) a été pris en date du 06 mai 2011 (Décision N° 004780).

#### **4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS**

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** nous ont été communiquées. Elles ont été toutes signées le 25 février 2011 et transmises à la DCMP le 17 mars 2011.

#### **4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES**

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés du MICOMTELTICS, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'avis général de passation des marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

##### **4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES**

Le Plan de Passation des Marchés a été confectionné et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP.

#### 4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM a été publié dans Le Soleil du 05 février 2011 conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. L'Autorité Contractante ne s'est pas acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels dans les délais requis puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

#### 4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES AU MICOMTELTICS

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés du MICOMTELTICS sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

**TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES AU MICOMTELTICS EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP DAC sur	Seuil de contrôle DCMP Rapport d'évaluation sur	Seuil de contrôle DCMP Contrat sur	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	$\geq 60$	$\geq 35$
Fournitures et services	15	150	40	400	$\geq 30$	$\geq 25$
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	$\geq 35$

## 4.2 EXAMEN DES MARCHES

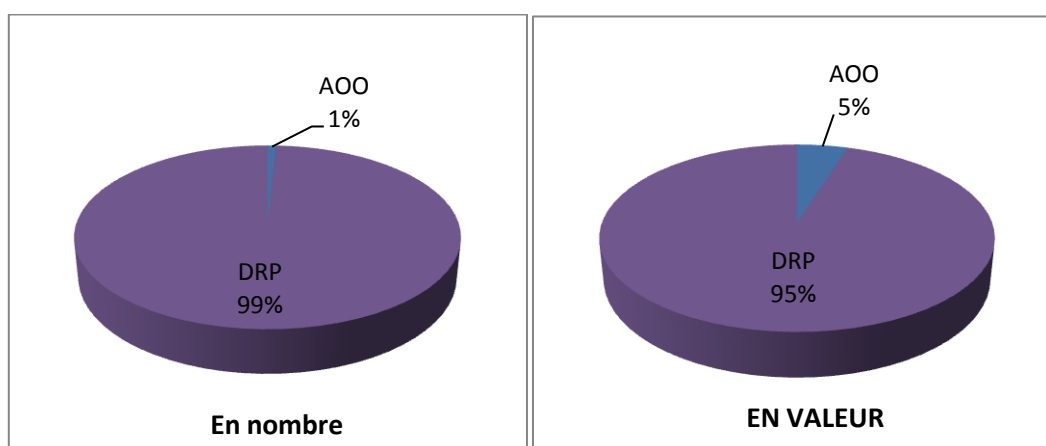
### 4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

**Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation**

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	1	29 992 000	1	29 992 000	100%	100%
Appel d'offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demande de Proposition (DP)	-	-	-	-	-	-
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	121	584 840 230	35	277 477 845	29%	47%
Entente directe (ED)	-	-	-	-	-	-
Avenant	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>122</b>	<b>614 832 230</b>	<b>36</b>	<b>307 469 845</b>	<b>30%</b>	<b>50%</b>

La répartition des marchés présentés se présente comme suit :

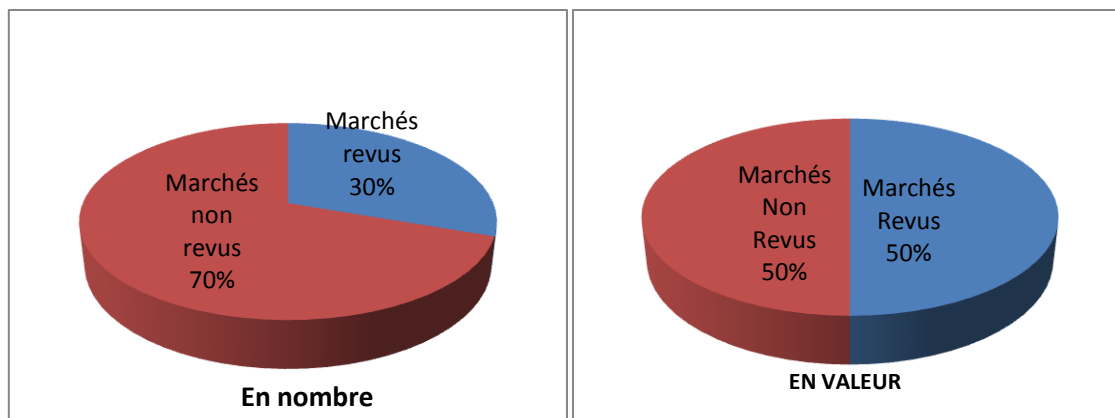


**CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**

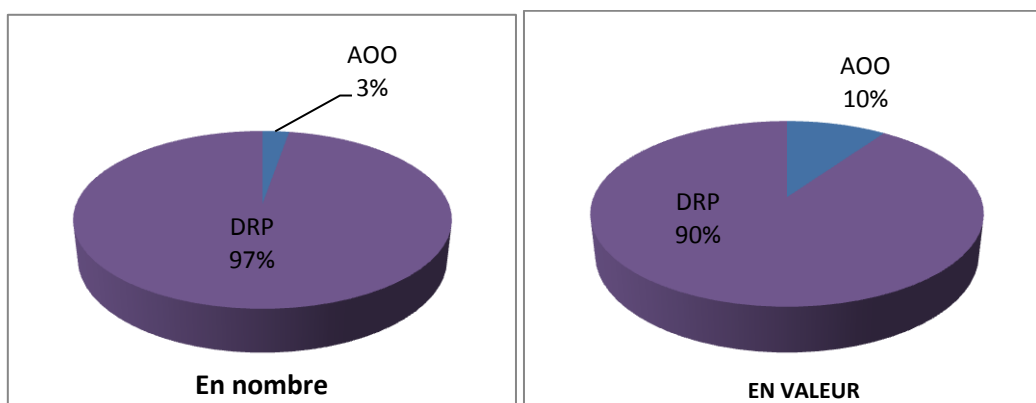
Les diagrammes ci – après illustrent la couverture globale des marchés par nos travaux et la répartition des marchés couverts par mode de passation

Nous avons examiné, l'unique appel d'offres (100% en nombre et en valeur) et 35 des 121 DRP (29% en nombre et 47 % en valeur) passées par le MICOMTELTICS soit un taux de couverture globale de 30% en nombre et 50% en valeur.





#### CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR



#### DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

#### 4.2.2 MARCHES CONCLUS SUITE A UN APPEL D'OFFRES

<b>AO N° 01/2011/MICOMTELTIC ACQUISITION DE VEHICULES (TROIS VEHICULES PICK UP 4X4 DOUBLE CABINES) POUR LE COMPTE DU MINISTERE DE LA COMMUNICATION DES TELECOMMUNICATIONS ET DES TICS</b>	
<b>Date de publicité de l'AGPM</b>	Le Soleil du 05 février 2011
<b>Date de l'autorisation de la CCVA</b>	1 <sup>er</sup> mars 2011
<b>Date du DAO</b>	25 mai 2011
<b>Date de publicité de l'AAO</b>	Le Soleil du 1 <sup>er</sup> juin 2011 (extrait du rapport d'évaluation)
<b>Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	06 juillet 2011
<b>Délai de préparation des offres</b>	35 jours
<b>Période de validité des offres</b>	60 jours
<b>Garantie de soumission</b>	950 000 F CFA valables 28 jours après expiration de la durée de validité des offres
<b>Offres reçues</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- CFAO Motor Sénégal : 44 988 000 F CFA TTC</li> <li>- Tata Africa Sénégal: 31 860 000 F CFA TTC</li> <li>- CCBM Automobile : 46 500 000 F CFA TTC</li> <li>- Espace Auto : 30 600 000 F CFA TTC</li> </ul>
<b>Budget</b>	47 500 000 F CFA
<b>Date de l'évaluation technique</b>	18 juillet 2011
<b>Date d'attribution</b>	18 juillet 2011
<b>Attributaire</b>	CFAO MOTOR SENEGAL
<b>Montant du marché en TTC</b>	44 988 000 F CFA TTC ramenés à 29 972 000 F CFA TTC
<b>Date de publicité de l'attribution provisoire</b>	Le Soleil des 30 et 31 juillet 2011

<b>Date de l'attestation d'existence de crédits</b>	Non transmis.
<b>Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et le PV d'attribution</b>	09 août 2011 confirmée le 23 août 2011.
<b>Date de notification d'attribution provisoire</b>	13 août 2011
<b>Date de souscription</b>	22 août 2011
<b>Date d'approbation</b>	26 août 2011
<b>Date de la demande d'immatriculation</b>	16 septembre 2011
<b>Date d'immatriculation</b>	23 septembre 2011
<b>Date de notification du marché</b>	23 septembre 2011
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	-
<b>Date de publication de l'avis d'attribution définitive</b>	
<b>Délai d'exécution</b>	30 jours après notification
<b>Publicité de l'attribution définitive</b>  <b>Notification de l'attribution définitive</b>	Néant
<b>Non conformités</b>	<p>Les DPAO requièrent dans ses IC 5.1 relatives à l'expérience des soumissionnaires « deux marchés de même nature et de taille similaire au cours des trois dernières années ». Cette exigence de justification de deux marchés de même taille constitue une entrave au libre accès à la commande publique notamment pour les entreprises nouvellement créées et viole le principe d'égalité des candidats ;</p> <p>Si en vertu de l'article 27 du COA qui exige du candidat d'avoir</p>

	<p>une expérience dans la réalisation d'activités analogues à celle faisant l'objet du marché, l'autorité contractante peut demander aux candidats des références dans la fourniture de véhicules analogues, elle ne peut pas demander à ces derniers de faire la preuve de l'exécution de marchés de même taille ;</p> <p>En introduisant cette exigence relative à la taille du marché dans les critères de qualification, sans démontrer en quoi elle est objectivement rendue nécessaire par l'objet du marché et la nature des prestations, l'autorité contractante restreint l'accès au marché. Nous notons qu'à l'évaluation, le critère relatif à « taille » n'a pas été pris en compte dans la vérification des critères de qualification du candidat retenu ; seule l'exécution des deux marchés similaires a été considérée ;</p> <p>A la contractualisation, le montant du marché proposé par l'attributaire soit 44 988 000 est ramené à 29 972 00 F CFA TTC (deux véhicules en lieu et place de trois) alors que le budget de 47 500 000 F CFA alloué à cette opération était suffisant pour couvrir l'ensemble du marché ;</p> <p>Le support de l'avis d'appel d'offres qui nous a été transmis ne porte pas de date et la dénomination du journal diffuseur n'y est pas indiquée ;</p> <p>La liste des entreprises ayant retiré le DAO n'a pas été mentionnée dans le PVO pour nous permettre d'apprécier l'étendue de la publicité de l'appel d'offres ;</p> <p>Les articles du CMP cités dans l'avis d'attribution provisoire et ouvrant les délais de recours gracieux auprès de l'AC, ne sont plus conformes au CMP. En effet, les articles 81-3 et 87 deviennent respectivement 83-3, 88 et 89 dans le CMP en se référant au décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;</p> <p>Le montant auquel le marché a été attribué n'est pas mentionné dans l'avis d'attribution ni dans les lettres adressées aux candidats non retenus pour les informer du rejet de leurs offres ;</p> <p>Les lettres d'information aux candidats non retenus n'avaient pas été dressées et envoyées aux soumissionnaires en violation de l'article 83.3 du CMP. En effet, c'est seulement après qu'un soumissionnaire a envoyé une demande écrite pour demander le motif du rejet de son offre (03 août 2011) que l'AC a s'est</p>
--	--

	<p>conformée aux dispositions de l'article 83.3 du CMP ;</p> <p>Ainsi la notification d'attribution provisoire est envoyée au candidat retenu le 13 août 2011, soit 13 jours après la publicité de l'avis d'attribution provisoire alors que l'ordre de mise en œuvre de ces formalités aurait dû être inversé. Le contrat n'a pas été soumis par le titulaire à la formalité de l'enregistrement en violation de l'article 424 du CGI ;</p> <p>La notification de l'attribution définitive ainsi que le support de publicité de l'avis d'attribution définitive ne sont pas joints au dossier de passation du marché ;</p> <p>Le délai d'exécution avait été fixé à 30 jours à compter de la date de notification du marché (23 septembre 2011) alors que le bordereau de livraison est daté du 11 novembre 2001 soit un retard de livraison de 19 jours qui n'a pas donné lieu au prélèvement des pénalités de retard en violation de l'article 134 du CMP.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions des articles 27 du COA, 9 et 134 du CMP ;</p> <p>Mettre à jour les modèles d'avis d'attribution en insérant les articles 83-3, 88, 89 du CMP en lieu et place des articles 81 et 87 ;</p> <p>Veiller à inscrire les montants auxquels les marchés sont attribués dans les avis d'attribution provisoire et les lettres de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus ;</p> <p>Veiller à dresser la notification d'attribution provisoire et à informer les candidats non retenus avant la publicité de l'avis d'attribution provisoire conformément à l'article 83-3 du CMP ;</p> <p>S'approprier les instructions du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>En ce qui concerne les DPAO (l'avis d'appel d'offres n° 01/2011/MICOMTELTICS) relatif à l'appel d'offres, l'autorité contractante veut s'assurer que le soumissionnaire est capable d'exécuter le marché surtout quand il s'agit de véhicules pick up. Il faut noter également que le DAO, bien que n'atteignant pas le</p>

	<p>seuil de revue a priori, a été cependant transmis à la DCMP pour avis et observation ; la DCMP a validé le DAO avec avis favorable ;</p> <p>Il convient de noter que l'expérience des soumissionnaires sur les instructions aux candidats n'était pas substantielle ;</p> <p>Le budget prévu pour l'acquisition des trois véhicules était de quarante sept millions cinq cent francs (47 500 000 F) et l'offre de CFAO de quarante quatre millions neuf cent quatre vingt huit mille francs TTC (44 988 000 F TTC). Cependant, en cours d'exécution alors que la procédure de passation des marchés est lancée, un montant de 15 000 000 F TTC est ponctionné par les services du Ministère de l'Economie et des Finances et correspond au montant d'acquisition d'un véhicule. En conséquence, au moment de la contractualisation, il ne restait que le budget pour l'acquisition des deux véhicules 4X4 pick up au lieu des trois véhicules initialement prévus ;</p> <p>En outre, pour cet appel d'offres, toute la procédure a été respectée ;</p> <p>L'avis d'appel d'offres a été publié a été publié dans le Journal « Le Soleil » du 1<sup>er</sup> et 2 juin 2011 ;</p> <p>La liste des entreprises ayant retiré le DAO est :</p> <p>CFAO Motors Sénégal, Tata Africa Sénégal, CCBM Automobile, Espace Auto ;</p> <p>La plupart des autres observations sont dues à la mal interprétation du CMP.</p>
<b>Appréciation Consultant</b>	<b>du</b> <p>Nous prenons acte de vos commentaires concernant la ponction faite au niveau du budget, les informations relatives à la date et au journal dans lequel l'AAO a été publié et la liste des entreprises ayant retiré le DAO. Le PPM aurait dû être mis à jour après la ponction du budget.</p>

#### **4.2.3 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX**

##### **Observations générales et non conformités récurrentes relevées sur les marchés conclus par DRP**

Les DRP initiées par les différents Administrateurs de Crédits Délégués ont été attribuées et approuvées par ces derniers, la plupart d'entre eux font partie de la commission des marchés. Ces Administrateurs de Crédits Délégués ont été désignés par arrêté ministériel conformément aux dispositions de l'article 18 du décret 2003-101 du 13 mars 2003 portant Règlement de la Comptabilité Publique. Ils n'ont pas été désignés Personnes Responsables de Marchés au sens des articles 27 et 28 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 modifié et complété par le décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics. En conséquence, ces Administrateurs de Crédits Délégués n'ayant pas reçu formellement une habilitation formelle du Ministre Dépensier dans les mêmes formes que celles prévues par l'alinéa 3 de l'article 18 de la loi portant Règlement de la Comptabilité Publique ne par conséquent pas habilités à signer des marchés. Ce faisant toutes les DRP signées par ces derniers sont en principe frappées de nullité ;

Les lettres d'invitation à soumissionner adressées aux candidats ne donnent pas d'indications sur l'identité des autres entreprises sollicitées dans le cadre des différentes consultations en violation des dispositions de la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Les date limites de dépôt des offres ne sont pas indiquées dans les lettres de consultation envoyées aux fournisseurs en violation des dispositions de l'article 67-1 du CMP et de la circulaire N°004 ci-avant mentionnées ;

Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas jointes au dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Les contrats sont très sommaires et ne comportent pas certaines clauses obligatoires notamment celles relatives au délai d'exécution et subséquemment aux pénalités de retard et en violation des articles 13-6 et du CMP 134.

<b>Description</b>	<b>DRP N° 1</b>	<b>DRP N° 2</b>	<b>DRP N° 3</b>	<b>DRP N° 4</b>	<b>DRP N° 5</b>
<b>Nature</b>	<b>Achat de cassettes audiovisuelles</b>	<b>Achat de cassettes BETACAM</b>	<b>Achat de cassettes audiovisuelles</b>	<b>Achat de cassettes BETACAM</b>	<b>Achat de cassettes BETACAM</b>
<b>Direction concernée</b>	CPM	Cabinet du Ministre	DIRCOM	SAGE	SAGE
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	09 février 2011	26 mai 2011	27 janvier 2011	1 <sup>er</sup> juin 2011	09 février 2011
<b>Date d'ouverture des plis</b>	24 février 2011	13 juin 2011	10 février 2011	16 juin 2011	24 février 2011
<b>Délai de préparation des offres</b>	DATE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES NON INDIQUEE				
<b>Date du visa de l'administrateur de crédits</b>	14 février 2011	Illisible	Illisible	16 juin 2011	Illisible
<b>Date d'attribution</b>	24 février 2011	13 juin 2011	10 février 2011	16 juin 2011	24 février 2011
<b>Date de signature du contrat</b>	02 mars 2011	29 juin 2011	10 février 2011	26 juillet 2011	02 mars 2011
<b>Date du visa du COF</b>	04 mars 2011	22 juin 2011	04 février 2011	22 juin 2011	04 mars 2011
<b>Date du visa de l'ordonnateur délégué</b>	08 mars 2011	11 juillet 2011	24 février 2011	05 août 2011	08 mars 2011
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	15 mars 2011	13 juillet 2011	1 <sup>er</sup> mars 2011	Illisible	15 mars 2011
<b>Attributaire</b>	ATN	Entreprise Sénégalaise de Distribution	MAFOPRES	MALITRADING	ATN
<b>Montant du marché en F CFA</b>	8 170 017 F CFA TTC	5 994 400 F CFA TTC	14 905 011 FCFA TTC	4 765 548 F CFA TTC	2 519 994 F CFA TTC



Crédits ouverts	8 250 000 F CFA	6 000 000 F CFA	41 132 000 FCFA	4 801 250 F CFA	2 554 500 F CFA
<b>Non conformités</b>	<p>Cinq DRP ont été faites pour l'achat de cassettes audiovisuelles pour un montant cumulé estimé à 41 587 467 F CFA TTC. Ces achats multiples de fournitures de même nature sont assimilables à un fractionnement de marché qui est apprécié par rapport à l'Autorité Contractante indépendamment de la répartition des crédits et non par rapport à l'Administrateur des Crédits car un marché peut être financé par plusieurs crédits et donner lieu à l'édition de plusieurs AEC et TCC. Les délégations de crédits doivent par conséquent s'adapter à la passation des marchés ;</p> <p>L'examen du contenu des offres des soumissionnaires a permis de noter des indices laissant entrevoir une collusion entre fournisseurs et/ou une concurrence simulée. En effet, il est curieux de constater que pour toutes ces consultations, les soumissionnaires aient proposé des prix unitaires alors que les quantités ont bien été indiquées dans le bordereau quantitatif estimatif annexé à la lettre d'invitation à soumissionner ;</p> <p>Par ailleurs, pour les DRP 1, 2 et 3, les offres de tous les soumissionnaires ont été présentées hors taxes. Ces indices nous conduisent à douter de la transparence des procédures mises en œuvre pour la passation de ces marchés ;</p> <p>Les procès verbaux d'attribution n'indiquent pas les montants auxquels les marchés ont été attribués ;</p> <p>Les montants des marchés attribués pour la quasi-totalité des DRP sont curieusement équivalents, à quelques francs près, aux montants des crédits ouverts pour les acquisitions programmées.</p> <p><b>DRP N° 1 et DRP N° 5</b></p> <p>Le même groupe d'entreprises toutes domiciliées à Rufisque et présentant une domiciliation bancaire à la BICIS de Rufisque a été consulté le même jour (09 février 2011) sur deux DRP ayant le même objet. L'examen des factures pro forma présentées par ces cinq soumissionnaires a permis de noter des similitudes et autres indices laissant entrevoir qu'elles ont été préparées par la même source ou des sources liées. En sus du fractionnement déjà évoqué relativement à ces achats de cassettes audiovisuelles, il subsiste une incertitude sur la transparence des deux opérations de passation de marché.</p> <p><b>DRP N° 2 et DRP N° 3</b></p>				

	Des signes de collusion ont également été notés dans la présentation des factures pro forma des différents soumissionnaires faisant subsister une incertitude sur la transparence de la procédure mise en œuvre.
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions des articles 13, 27, 28, 54-5, 67, 78 et 134 du CMP ;</p> <p>Demander expressément aux soumissionnaires de présenter des offres en TTC ;</p> <p>Veiller à inscrire les montants auxquels les marchés sont attribués dans les procès verbaux d'attribution ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de la circulaire N° 004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure des DRP ;</p> <p>S'approprier les instructions du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés ;</p> <p>Veiller à plus de rigueur pour le respect des règles de transparence édictées par le CMP dans la procédure de DRP.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Le choix des « intermédiaires » procède du fait que certaines structures ne veulent pas prendre de bon d'engagement de l'Etat, ainsi nous avons fait recours à la base fournisseur de l'autorité contractante. Les entreprises ou établissements choisis respectent les dispositions de l'article 44 du CMP. En effet, ils ont une forme juridique et un numéro d'immatriculation au registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) et un NINEA.</p> <p>De ce fait, le choix des structures n'est pas basé sur une préméditation mais plutôt sur un choix établi sur cinq fournisseurs ayant déposé leur demande d'agrément dans notre département.</p> <p>En effet, beaucoup de structures font diverses prestations à la fois et résidant longtemps dans le milieu des affaires, acquièrent de l'expérience, de la capacité technique et financière requise pour exécuter correctement la commande publique.</p> <p>Concernant le choix des fournisseurs, nous nous sommes référés sur l'article 78 du CMP, mieux explicité par la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</p>

	<p>Pour les collusions, la commission des marchés veillera mieux sur les offres soumises à leur examen.</p> <p>S'agissant de la « démultiplication des achats », nous avons procédé par administrateur de crédit selon le plan de passation des marchés.</p> <p>En effet, chaque administrateur de crédits est es qualité personne responsable de marché et agit en conséquence en signant les procès verbaux d'attribution conformément à la procédure simplifiée des demandes de renseignements et de prix.</p> <p>A cela s'ajoute le fait que PPM a été soumis en validation à la DCMP qui se charge du contrôle a priori et aucune remarque ne nous a été notifiée.</p> <p>Les DRP initiées par les différents administrateurs de crédits ont été attribuées par ces derniers qui ont agi en qualité de PRM.</p> <p>En effet, étant administrateurs des crédits, ils ont agi comme PRM. Dans ce cadre, nous restons attentifs à toute proposition d'amélioration relative à cet objet.</p> <p>L'achat des cassettes audiovisuelles a été fait en fonction des différents administrateurs de crédit des différentes structures en fonction des divers besoins.</p> <p>Cependant, concernant le montant de 14 905 011 F CFA TTC que vous évoquez, il s'agit bien de deux bons d'engagement :</p> <p>Bon d'engagement N° 358355 pour un montant de 12 500 000 de FCFA TTC et d'un bon d'engagement N° 358391 pour un montant de 2 405 011 F CFA TTC, ce qui fait un montant total de 14 905 011 TTC.</p> <p>Nous vous signalons par ailleurs que tous les engagements sont en toutes taxes comprises.</p> <p>Les attestations et les justificatifs du reversement du précompte de TVA sont établis par le Ministère de l'Economie et des Finances (Trésor Public) au moment du virement à l'ordre du prestataire. Ainsi, le fournisseur ne reçoit que le montant hors TVA. La TVA est retirée par le trésor public.</p>
<b>Appréciation du</b>	Nous prenons note de vos commentaires.

<b>Consultant</b>	<p>Concernant la DRP N° 3, nous avons considéré les montants de ces marchés comme hors taxes car les offres avaient été faites avec des prix unitaires en hors taxes. Il s'y ajoute que le montant total TTC du marché au regard des quantités figurant sur le bordereau de prix se chiffre à 12 500 009 F CFA TTC (10 593 228 F CFA HT) ce qui induit une commande supplémentaire de 2 405 011 F CFA passée avec MAFOPRES hors procédure concurrentielle.</p> <p>Nous retirons nos commentaires sur le dépassement du seuil de passation pour la DRP N° 3 dont le montant était considéré HT.</p> <p>Pour la TVA, il convient de garder une copie des attestations de précompte délivrées par le Trésor à classer dans le dossier de marché.</p> <p>Les autres observations sont maintenues.</p>
-------------------	---

<b>Description</b>	<b>DRP N° 6</b>	<b>DRP N° 7</b>	<b>DRP N° 8</b>	<b>DRP N° 9</b>	<b>DRP N° 10</b>
<b>Nature</b>	<b>Achat de casquettes vierges</b>	<b>Entretien et maintenance du groupe électrogène</b>	<b>Entretien de la mémoire électronique, révision générale et mise en marché du groupe électrogène</b>	<b>Travaux d'électricité</b>	<b>Achat de petits matériels d'électricité</b>
<b>Direction concernée</b>	DIRCOM	DIRCOM	Cabinet du Ministre	Cabinet du Ministre	DTIC
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	13 avril 2011	24 mai 2011	19 avril 2011	14 février 2011	18 mai 2011
<b>Date d'ouverture des plis</b>	26 avril 2011	07 juin 2011	09 mai 2011	28 février 2011	1 <sup>er</sup> juin 2011
<b>Délai de préparation des offres</b>	DATE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES NON INDIQUEE				
<b>Date du visa de l'administrateur de crédits</b>	Illisible	Illisible	Illisible	29 mars 2011	Illisible
<b>Date d'attribution</b>	26 avril 2011	07 juin 2011	09 mai 2011	28 février 2011	1 <sup>er</sup> juin 2011
<b>Date de signature du contrat</b>	24 mai 2011	28 juin 2011	30 mai 2011	05 mai 2011	Pas de contrat
<b>Date du visa du COF</b>	11 juillet 2011	21 juin 2011	30 mai 2011	Illisible	14 juin 2011
<b>Date du visa de l'ordonnateur délégué</b>	15 juillet 2011	11 juillet 2011	10 juin 2011	Illisible	20 juin 2011
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	Non enregistré	12 juillet 2011	15 juin 2011	13 mai 2011	Pas de contrat
<b>Attributaire</b>	INTERCOM	MAFOPRES	MAFOPRES	Abdoulaye Seye	PICOMEGA
<b>Montant du marché</b>	2 239 050 F CFA	4 580 000 F CFA	7 453 387 F CFA	3 999 964 F CFA	4 554 800 F CFA

en F CFA	TTC	TTC	TTC	TTC	TTC
<b>Crédits ouverts</b>	41 132 000 F CFA	6 000 000 F CFA	7 471 500 F CFA	6 900 760 F CFA	5 964 000 F CFA
<b>Non conformités</b>	<p>Le même dateur a été utilisé pour aussi bien pour les lettres d'invitation à soumissionner que pour les offres des soumissionnaires. Il est en effet curieux qu'aucun des candidats n'ait mentionné la date d'établissement de son offre sur sa facture pro forma et que l'Autorité Contractante y appose elle-même la date comme s'il s'agissait de régulariser un marché déjà attribué ;</p> <p>Les procès verbaux d'attribution n'indiquent pas les montants auxquels les marchés ont été attribués ;</p> <p>Les montants des marchés attribués au terme de ces procédures de DRP sont curieusement, équivalents, à quelques francs près, aux montants des crédits ouverts pour les lignes budgétaires concernées ; ceci laisse supposer que les montants des enveloppes budgétaires ont pu être communiqués à un ou plusieurs soumissionnaires en violation du principe d'égalité de traitement des candidats consacré par le COA ;</p> <p>Les attestations et les justificatifs du reversement du précompte de la TVA ne sont pas classés dans les dossiers qui nous sont transmis.</p> <p><b>DRP N° 6</b></p> <p>Le contrat n'a pas été soumis par leurs titulaires aux formalités d'enregistrement en violation de l'article 424 du CGI.</p> <p><b>DRP N° 7 et 8</b></p> <p>Les offres des cinq soumissionnaires (DRP N° 7) présentent un faisceau d'indices de collusion quant au fond et à la forme. Les mêmes soumissionnaires sont consultés sur les DRP 3, 7 et 8 et MAFOPRES toujours reconduit comme attributaire.</p> <p><b>DRP N° 9 et 10</b></p> <p>Concernant la <b>DRP N° 9</b>, la présentation des offres des soumissionnaires dont quatre sont domiciliés dans le même quartier à Golf Nord et le cinquième à Guédiawaye est identique et les mêmes fautes de frappe ou d'orthographe sont</p>				

	<p>reconduites par l'ensemble des candidats laissant entrevoir que les offres pourraient provenir de la même source ou de sources liées en violation des principes de transparence de la concurrence Par ailleurs, les factures pro forma des entreprises Sakho et Frères, Entreprise Electricité et Entreprise Wagne et Frères ne portent ni numéro de registre de commerce ni NINEA, ce qui fait douter de l'existence légale de ces structures.</p> <p>Pour la <b>DRP N° 10</b> relative à l'achat de petit matériel d'électricité à 5 964 000 F, les cinq offres proposées ne sont pas exhaustives comparativement au bordereau quantitatif qui indique 27 articles, il est curieux de constater que l'ensemble des soumissionnaires ont coté pour 21 articles sans que la Commission des marchés n'ait soulevé ce manquement pour attribuer en définitive le marché tel quel ;</p> <p>De plus, de forts indices de collusion ont été décelés, les offres des entreprises Sénégalaise de Services, GIE MAGUI MAG, EBTE et Laye Distribution sont non seulement identiques sur la présentation mais elles répètent les mêmes fautes grossières. A titre d'exemple, on peut relever en lieu et place de Starter « sarer », prise halogène « allongène », coaxial est repris en groupe « coicial » etc.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions des articles 13, 27, 28, 67, 78 et 134 du CMP sur les personnes responsables des marchés ;</p> <p>Veiller à exiger des soumissionnaires qu'ils proposent des offres en TTC ;</p> <p>Veiller à inscrire les montants auxquels les marchés sont attribués dans les procès verbaux d'attribution ;</p> <p>Veiller au respect des dispositions de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure des DRP ;</p> <p>S'approprier les instructions du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés ;</p> <p>Veiller à plus de rigueur pour le respect des règles de transparence édictées par le CMP dans la procédure de DRP ;</p> <p>Soumettre les contrats aux formalités de l'enregistrement conformément à l'article 424 du CGI.</p>

<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Le choix des « intermédiaires » procède du fait que certaines structures ne veulent pas prendre de bon d'engagement de l'Etat, ainsi nous avons fait recours à la base fournisseur de l'autorité contractante. Les entreprises ou établissements choisis respectent les dispositions de l'article 44 du CMP. En effet, ils ont une forme juridique et un numéro d'immatriculation au registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) et un NINEA.</p> <p>De ce fait, le choix des structures n'est pas basé sur une préméditation mais plutôt sur un choix établi sur cinq fournisseurs ayant déposé leur demande d'agrément dans notre département.</p> <p>En effet, beaucoup de structures font diverses prestations à la fois et résidant longtemps dans le milieu des affaires, acquièrent de l'expérience, de la capacité technique et financière requise pour exécuter correctement la commande publique.</p> <p>Concernant le choix des fournisseurs, nous nous sommes référés à l'article 78 du CMP, mieux explicité par la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</p> <p>Pour les collusions, la commission des marchés veillera mieux sur les offres soumises à leur examen.</p> <p>Les DRP initiées par les différents administrateurs de crédits ont été attribuées par ces derniers qui ont agi en qualité de PRM.</p> <p>En effet, étant administrateurs des crédits, ils ont agi comme PRM. Dans ce cadre, nous restons attentifs à toute proposition d'amélioration relative à cet objet.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous prenons note de vos commentaires mais maintenons toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p>



Description	DRP N° 11	DRP N° 12	DRP N° 13
Nature	Fourniture de Matériels et Mobiliers de Bureau	Achat de Matériels Informatiques de Bureau	Fourniture de Matériel Informatique de Bureau
Direction concernée	DIRCOM	DIRCOM	SRPD
Date de saisine des fournisseurs	30 Mars 2011	22 Aout 2011	07 Avril 2011
Date d'ouverture des plis	11 Avril 2011	05 Septembre 2011	18 Avril 2011
Délai de préparation des offres	DATE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES NON INDIQUEE		
Date du visa de l'administrateur de crédits	11 Avril 2011	27 Septembre 2011	06 Mai 2011
Date d'attribution	11 Avril 2011	05 Septembre 2011	18 Avril 2011
Date du visa du COF	29 Avril 2011	10 Octobre 2011	06 Mai 2011
Date du visa de l'ordonnateur délégué	-	-	-
Attributaires	GIE Sénégalaise Multi-services	MAFOPRES	Entreprise Sénégalaise de Distribution
Montant du marché en F CFA TTC	9 971 000	7 999 810	11 499 690
Crédits ouverts	10 000 000	8 000 000	11 500 000
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner ne précisent pas les délais de remise des offres et n'incluent pas non plus la liste restreinte des candidats présélectionnés en violation de la Circulaire N°004 du PM ;</p> <p>La lettre d'invitation et le cahier des charges ne donnent aucune indication sur les spécifications techniques requises pour les fournitures ou prestations de services. De ce fait, l'évaluation ne s'est basée que sur la comparaison des offres des prix unitaires proposés par les soumissionnaires ;</p> <p>Le PV d'attribution n'indique pas le montant auquel le marché a été attribué.</p> <p>Concernant la DRP relative à l'<b>Achat de Matériels Informatiques de Bureau</b>, attribuée à MAFOPRES, l'examen des offres nous a permis de déceler des signes de collusion entre DJOLOFF ETABLISSEMENTS, PAPETERIE DE L'OCCIDENT, ANTA DISTRIBUTION et MAFOPRES dont les factures pro forma présentent des similitudes. Outre la présentation de leurs factures, MAFOPRES et PAPETERIE DE</p>		

	<p>L'OCCIDENT ont vraisemblablement la même origine attestée par le même numéro de téléphone utilisé.</p> <p>La DRP relative à la <b>Fourniture de Matériel Informatique de Bureau</b>, attribuée à l'Entreprise Sénégalaise de Distribution, est aussi marquée par des signes de collusion entre les 05 prestataires consultés ;</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas classées dans les dossiers. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Les attestations et les justificatifs du reversement du précompte de la TVA ne sont pas classés dans les dossiers qui nous sont transmis. La Personne Responsable du Marché, représentant l'Autorité Contractante, ne doit pas être Membre de la Commission des Marchés étant donné qu'il lui incombe la responsabilité d'approuver ou de récuser les décisions de ladite Commission.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 78 du CMP et de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>L'Autorité Contractante a l'obligation d'informer les candidats non retenus du rejet de leurs offres aussitôt après l'approbation de la proposition d'attribution de la Commission des Marchés ;</p> <p>Faire signer les marchés par les personnes habilitées conformément à l'article 27 du CMP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'Arrêté N° 11 588 fixant les conditions de désignation des membres de la Commission des marchés ;</p> <p>Veiller à l'archivage et au classement exhaustif de tous les documents relatifs à la passation de marchés tel qu'édicte par le Manuel de classement de l'ARMP ;</p> <p>Bannir les pratiques collusives qui faussent la concurrence.</p>

<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Le choix des « intermédiaires » procède du fait que certaines structures ne veulent pas prendre de bon d'engagement de l'Etat, ainsi nous avons fait recours à la base fournisseur de l'autorité contractante. Les entreprises ou établissements choisis respectent les dispositions de l'article 44 du CMP. En effet, ils ont une forme juridique et un numéro d'immatriculation au registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) et un NINEA.</p> <p>De ce fait, le choix des structures n'est pas basé sur une préméditation mais plutôt sur un choix établi sur cinq fournisseurs ayant déposé leur demande d'agrément dans notre département.</p> <p>En effet, beaucoup de structures font diverses prestations à la fois et résidant longtemps dans le milieu des affaires, acquièrent de l'expérience, de la capacité technique et financière requise pour exécuter correctement la commande publique.</p> <p>Concernant le choix des fournisseurs, nous nous sommes référés sur l'article 78 du CMP, mieux explicité par la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</p> <p>Pour les collusions, la commission des marchés veillera mieux sur les offres soumises à leur examen.</p> <p>Les DRP initiées par les différents administrateurs de crédits ont été attribuées par ces derniers qui ont agi en qualité de PRM.</p> <p>En effet, étant administrateurs des crédits, ils ont agi comme PRM. Dans ce cadre, nous restons attentifs à toute proposition d'amélioration relative à cet objet.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous prenons note de vos commentaires mais maintenons toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

Description	DRP N° 14	DRP N° 15
Nature	Fourniture de Petits Matériels de Reportage	Fourniture de Petits Matériels de Reportage
Direction concernée	DIRCOM	DIRCOM
Date de saisine des fournisseurs	18 Avril 2011	28 Février 2011
Date d'ouverture des plis	04 Mai 2011	10 Mars 2011
Délai de préparation des offres	DATE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES NON INDIQUEE	
Date du visa de l'administrateur de crédits	ILLISIBLE	10 Mars 2011
Date d'attribution	04 Mai 2011	10 Mars 2011
Date du visa du COF	24 Mai 2011	
Date du visa de l'ordonnateur délégué	25 Mai 2011	10 Mai 2011
Attributaire	Global Business et Services	E.A.M.S
Montant du marché en F CFA TTC	8 103 060	2 414 870
Crédits ouverts	8 105 743	22 639 158
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner ne précisent pas les délais de remise des offres et n'incluent pas non plus la liste restreinte des candidats présélectionnés en violation de la Circulaire N°004 du PM. Considérant la multitude de commandes et de DRP passées pour l'achat de petits matériels de reportage, l'AC aurait pu lancer un appel d'offres en bonne et du forme (marché à commande ou de clientèle) pour non seulement se conformer aux règles d'économie édictées par le CMP mais aussi éviter le fractionnement des marchés conformément à l'article 54-5 du CMP ou à défaut requérir préalablement l'autorisation de la DCMP ;</p> <p>La lettre d'invitation et le cahier des charges ne donnent aucune indication sur les spécifications techniques requises pour les fournitures ou prestations de services. De ce fait, l'évaluation ne s'est basée que sur la comparaison des offres des prix unitaires proposés par les soumissionnaires ;</p> <p>Le PV d'attribution n'indique pas le montant auquel le marché a été attribué. S'y ajoute qu'il n'est pas signé par les membres de la commission des marchés mais seulement par le représentant de l'autorité contractante ;</p>	

	<p>L'indication de marque (DURACELLE) telle que mentionnée dans les cahiers des charges des DRP est proscrite. Toutefois, aux termes de l'article 7 du CMP, l'indication de la marque suivie de la mention « ou équivalent » est autorisée lorsque l'Autorité Contractante n'a pas la possibilité de donner une description suffisamment précise de l'objet en question.</p> <p>La DRP relative à la <b>Fourniture de Petits Matériels de Reportage (DRP N° 14)</b>, attribuée à Global Business Services, est marquée par des signes de collusion manifeste entre les 05 candidats présélectionnés.</p> <p>Concernant la DRP relative à la <b>Fourniture de Petits Matériels de Reportage (DRP N° 15)</b>, attribuée à E.A.M.S, l'examen des offres nous a permis de déceler des indices de collusion entre E.A.M.S et GIE FEDDE FULBE qui ont la même adresse. La date de l'offre du soumissionnaire <b>Entreprise Yaba DIOP</b> a été grappillée et remplacée par un tampon-dateur. Tous ces éléments constituent des indices suspects de collusion entre les fournisseurs ;</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas jointes au dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Les attestations et les justificatifs du reversement du précompte de TVA ne sont pas classés dans les dossiers qui nous sont transmis. La Personne Responsable du Marché, représentant l'Autorité Contractante, ne doit pas être Membre de la Commission des Marchés étant donné qu'il lui incombe la responsabilité d'approuver ou de récuser les décisions de ladite Commission.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Il convient de se conformer aux dispositions de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Proscrire l'utilisation des noms de marque ou les faire suivre de la mention « ou équivalent » pour se conformer à l'article 7 du CMP ;</p>

	<p>L'Autorité Contractante a l'obligation d'informer les candidats non retenus du rejet de leurs offres aussitôt après l'approbation de la proposition d'attribution de la Commission des Marchés ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'Arrêté N° 11 588 fixant les conditions de désignation des membres de la Commission des marchés ;</p> <p>Faire signer les marchés par les personnes habilitées conformément à l'article 27 du CMP ;</p> <p>Veiller à l'archivage et au classement exhaustif de tous les documents relatifs à la passation de marchés tel qu'édicté par le Manuel de classement de l'ARMP ;</p> <p>Bannir toute pratique visant à biaiser la concurrence.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Le choix des « intermédiaires » procède du fait que certaines structures ne veulent pas prendre de bon d'engagement de l'Etat, ainsi nous avons fait recours à la base fournisseur de l'autorité contractante. Les entreprises ou établissements choisis respectent les dispositions de l'article 44 du CMP. En effet, ils ont une forme juridique et un numéro d'immatriculation au registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) et un NINEA.</p> <p>De ce fait, le choix des structures n'est pas basé sur une préméditation mais plutôt sur un choix établi sur cinq fournisseurs ayant déposé leur demande d'agrément dans notre département.</p> <p>En effet, beaucoup de structures font diverses prestations à la fois et résidant longtemps dans le milieu des affaires, acquièrent de l'expérience, de la capacité technique et financière requise pour exécuter correctement la commande publique.</p> <p>Concernant le choix des fournisseurs, nous nous sommes référés sur l'article 78 du CMP, mieux explicité par la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</p> <p>Pour les collusions, la commission des marchés veillera mieux sur les offres soumises à leur examen.</p>

	<p>S'agissant de la « démultiplication des achats », nous avons procédé par administrateur de crédit selon le plan de passation des marchés.</p> <p>En effet, chaque administrateur de crédits est es qualité personne responsable de marché et agit en conséquence en signant les procès verbaux d'attribution conformément à la procédure simplifiée des demandes de renseignements et de prix.</p> <p>A cela s'ajoute le fait que PPM a été soumis en validation à la DCMP qui se charge du contrôle a priori et aucune remarque ne nous a été notifiée.</p> <p>Les DRP initiées par les différents administrateurs de crédits ont été attribuées par ces derniers qui ont agi en qualité de PRM.</p> <p>En effet, étant administrateurs des crédits, ils ont agi comme PRM. Dans ce cadre, nous restons attentifs à toute proposition d'amélioration relative à cet objet.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	Nous prenons note de vos commentaires mais maintenons toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.

Description	DRP N° 16	DRP N° 17
Nature	Entretien Climatiseurs et Splits	Réparation Climatiseurs et Splits
Direction concernée	Cellule de Passation des Marchés	Cellule de Passation des Marchés
Date de saisine des fournisseurs	17 Mars 2011	26 Janvier 2011
Date d'ouverture des plis	1 <sup>er</sup> Avril 2011	09 Février 2011
Délai de préparation des offres	DATE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES NON INDIQUEE	
Date du visa de l'administrateur de crédits	28 Avril 2011	
Date d'attribution	1 <sup>er</sup> Avril 2011	09 Février 2011
Date du visa du COF	29 Avril 2011	04 Février 2011
Date du visa de l'ordonnateur délégué	18 Mai 2011	23 Février 2011
Attributaire	KHOUMA Multi-Services	KHOUMA Multi-Services
Montant du marché en F CFA TTC	3 823 200	7 995 798
Crédits ouverts	5 978 202	13 974 000
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation à soumissionner ne précisent pas les délais de remise des offres et n'incluent pas non plus la liste restreinte des candidats présélectionnés en violation de la Circulaire N°004 du PM ;</p> <p>La lettre d'invitation et le cahier des charges ne donnent aucune indication sur les spécifications techniques requises pour les fournitures ou prestations de services. De ce fait, l'évaluation ne s'est basée que sur la comparaison des offres des prix unitaires proposés par les soumissionnaires cotés ;</p> <p>Le PV d'attribution n'indique pas le montant auquel le marché a été attribué. Il s'y ajoute qu'il n'est pas signé par les membres de la commission des marchés mais seulement par le représentant de l'autorité contractante ;</p> <p>Concernant la DRP relative à l'<b>Entretien des Climatiseurs et Splits</b>, attribuée à KHOUMA Multi-Services, l'analyse des offres nous a permis de constater que les soumissionnaires La Mécanographie de Pointe et l'Entreprise de Commerce Général et de Prestation de Services n'ont pas mentionné sur leurs factures pro forma leur NINEA et leur numéro d'immatriculation au Registre de Commerce ;</p>	



	<p>L'examen des offres de la DRP relative à la <b>Réparation des Climatiseurs et Splits</b>, attribuée à KHOUMA Multi-Services, nous a permis de relever des similitudes sur la présentation des factures pro formas laissant entrevoir des signes de collusion entre les 05 soumissionnaires. La Mécanographie de Pointe, l'Entreprise Générale d'électricité et Froid ainsi que FROID International n'ont pas mentionné sur leurs factures pro forma leur NINEA et leur numéro d'immatriculation au Registre de Commerce ;</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas jointes au dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Les attestations et les justificatifs du reversement du précompte de la TVA ne sont pas classés dans les dossiers qui nous sont transmis ;</p> <p>La Personne Responsable du Marché, représentant l'Autorité Contractante, ne doit pas être Membre de la Commission des Marchés étant donné qu'il lui incombe la responsabilité d'approuver ou de récuser les décisions de ladite Commission.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Se conformer aux dispositions de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>L'Autorité Contractante a l'obligation d'informer les candidats non retenus du rejet de leurs offres aussitôt après l'approbation de la proposition d'attribution de la Commission des Marchés ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'Arrêté N° 11 588 fixant les conditions de désignation des membres de la Commission des marchés ;</p> <p>Veiller à l'archivage et au classement exhaustifs de tous les documents relatifs à la passation de marchés tel qu'édicte par le Manuel de classement de l'ARMP ;</p> <p>Faire signer les marchés par les personnes habilitées conformément à l'article 27 du CMP ;</p>

	Bannir toute pratique qui fausse la concurrence.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Le choix des « intermédiaires » procède du fait que certaines structures ne veulent pas prendre de bon d'engagement de l'Etat, ainsi nous avons fait recours à la base fournisseur de l'autorité contractante. Les entreprises ou établissements choisis respectent les dispositions de l'article 44 du CMP. En effet, ils ont une forme juridique et un numéro d'immatriculation au registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) et un NINEA.</p> <p>De ce fait, le choix des structures n'est pas basé sur une préméditation mais plutôt sur un choix établi sur cinq fournisseurs ayant déposé leur demande d'agrément dans notre département.</p> <p>En effet, beaucoup de structures font diverses prestations à la fois et résidant longtemps dans le milieu des affaires, acquièrent de l'expérience, de la capacité technique et financière requise pour exécuter correctement la commande publique.</p> <p>Concernant le choix des fournisseurs, nous nous sommes référés sur l'article 78 du CMP, mieux explicité par la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</p> <p>Pour les collusions, la commission des marchés veillera mieux sur les offres soumises à leur examen.</p> <p>Les DRP initiées par les différents administrateurs de crédits ont été attribuées par ces derniers qui ont agi en qualité de PRM.</p> <p>En effet, étant administrateurs des crédits, ils ont agi comme PRM. Dans ce cadre, nous restons attentifs à toute proposition d'amélioration relative à cet objet.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	Nous prenons note de vos commentaires mais maintenons toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.

Description	DRP N° 18	DRP N° 19	DRP N° 20	DRP N° 21	DRP N° 22
<b>Nature</b>	CONFERENCE POUR INFORMATION ET SENSIBILISATION DE LA TRANSITION VERS LE NUMERIQUE	ELABORATION DE LA LETTRE DE POLITIQUE SECTORIELLE ET DU CADRE DE DEPENSES SECTORIELLES A MOYEN TERME	SEMINAIRE SUR LA COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE	ETUDE SUR L'IMPACT DE LA TRANSITION VERS LE NUMERIQUE POUR LE PROJET DE TRANSITION VERS LE NUMERIQUE	ETUDE SUR LA GENERALISATION DU SERVICE NUMERIQUE
<b>Direction concernée</b>	DIRCOM	SRPD	Cellule de Passation	DIRCOM	DIRCOM
<b>Date de saisine des fournisseurs</b>	02 février 2011	08 février 2011	08 février 2011	25 février 2011	19 mai 2011
<b>Date d'ouverture des plis</b>	15 février 2011	22 février 2011	23 février 2011	09 mars 2011	03 juin 2011
<b>Délai de préparation des offres</b>	DATE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES NON INDIQUEE				
<b>Date d'attribution</b>	15 février 2011	22 février 2011	23 février 2011	09 mars 2011	
<b>Attributaire</b>	GIE LE MASSINA	EAMS INTERNATIONAL TRADING	LADCO SUARL	EBM	EBM
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	4 997 300	12 000 000	7 570 000	24 839 000	10 100 000
<b>Non conformités</b>	Comme indiqué dans l'opinion, le mode de dévolution des marchés consistant à recourir à des « intermédiaires » disposant d'une surface financière leur permettant de préfinancer les opérations pour leur attribuer les marchés, au détriment des véritables spécialistes des prestations ciblées n'est pas conforme à l'esprit du code. Ce faisant, la confection des listes restreintes ne tient pas compte des capacités techniques des soumissionnaires, mais uniquement de leurs capacités à préfinancer les activités programmées. Ce mode de dévolution des marchés est non seulement en contradiction avec l'article 44 du CMP qui dispose que « ...tout candidat à un marché public doit justifier qu'il dispose des capacités juridiques, techniques et financières requises pour exécuter le marché ...», mais aussi avec les principes d'économie en ce qu'il contribue à renchérir la dépense publique l'intermédiaire choisi devant forcément marger.				

**DRP N° 18 CONFERENCE POUR L'INFORMATION ET LA SENSIBILISATION SUR LA TRANSITION VERS LE NUMERIQUE**

Les soumissionnaires short listés ne sont ni des consultants, ni des réceptifs hôteliers dont le métier est d'organiser des séminaires, d'héberger des personnes .... La constitution de la liste retreinte n'a pas obéi pas aux exigences de la procédure de DRP qui suppose que l'Autorité Contractante « pré qualifie » les candidats qui sont a priori supposés avoir les capacités pour la prestation envisagée ;

L'examen des factures pro forma présentées par les différents soumissionnaires a permis de relever de nombreuses similitudes laissant entrevoir une collusion entre fournisseurs faisant peser une incertitude sur la transparence de la procédure.

**DRP N° 19 ELABORATION DE LA LETTRE DE POLITIQUE SECTORIELLE ET DU CADRE DES DEPENSES SECTORIELLES A MOYEN TERME**

Les soumissionnaires short listés ne sont pas des consultants dont le métier est de réaliser des études. La constitution de la liste retreinte n'a pas non plus obéi aux exigences de la procédure de DRP qui suppose que l'Autorité Contractante « pré qualifie » les candidats qui sont a priori supposés avoir les capacités pour la prestation envisagée. Par ailleurs, les offres des soumissionnaires consistent en des factures pro forma comme s'il s'agissait d'acquérir des fournitures alors qu'en matière de prestations intellectuelles, des Termes de Référence doivent être élaborés, des offres techniques et financières requises et évaluées selon des procédures déterminées. Il y'a manifestement un détournement de la procédure de DRP.

**DRP N° 20 SEMINAIRE SUR LA COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE**

L'examen des offres des sociétés LADCO et MALITRADING a permis de constater une collusion avérée entre ces deux candidats qui présentent la même adresse postale, les mêmes numéros de téléphones fixe et mobile, les mêmes RC, NINEA et Compte Bancaire).

	<p><b>DRP N° 21 ETUDE SUR L'IMPACT DE LA TRANSITION VERS LE NUMERIQUE POUR LE PROJET DE TRANSITION VERS LE NUMERIQUE</b></p> <p>Les offres des soumissionnaires consistent en des factures pro forma comme s'il s'agissait d'acquérir des fournitures alors qu'en matière de prestations intellectuelles, des Termes de Référence doivent être élaborés, des offres techniques et financières requises et évaluées selon des procédures déterminées. Il y'a manifestement un détournement de la procédure de DRP ;</p> <p>Les offres des cinq candidats présentent des similitudes laissant entrevoir une collusion.</p> <p><b>DRP N° 22 ETUDE SUR LA GENERALISATION DU SERVICE NUMERIQUE.</b></p> <p>Des entreprises spécialisées dans la vente de marchandises et de matériels de construction ont été invitées à soumissionner à la DRP portant sur l'étude relative à la généralisation du service numérique qui aurait dû être considérée comme une prestation intellectuelle. Ce faisant on privilégie le financement de l'étude au détriment des consultants individuels ou firmes spécialisées.</p>
<p><b>Recommandations</b></p>	<p>Se conformer aux dispositions de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP et de l'article 78 du CMP ;</p> <p>Veiller à inscrire les montants auxquels les marchés sont attribués dans les procès verbaux d'attribution ;</p> <p>Veiller à plus de rigueur pour le respect des règles de transparence édictées par le CMP dans la procédure de DRP ;</p> <p>S'approprier les instructions du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés ;</p> <p>Veiller à établir des contrats pour les prestations non dispensées de la forme écrite ;</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 44 et 80 du CMP.</p>

<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Certains spécialistes comme les hôteliers, les consultants ne veulent pas souvent pas travailler avec le système des bons d'engagement cependant nous veillerons au respect de ces recommandations.</p> <p>Le choix des « intermédiaires » procède du fait que certaines structures ne veulent pas prendre de bon d'engagement de l'Etat, ainsi nous avons fait recours à la base fournisseur de l'autorité contractante. Les entreprises ou établissements choisis respectent les dispositions de l'article 44 du CMP. En effet, ils ont une forme juridique et un numéro d'immatriculation au registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) et un NINEA.</p> <p>De ce fait, le choix des structures n'est pas basé sur une préméditation mais plutôt sur un choix établi sur cinq fournisseurs ayant déposé leur demande d'agrément dans notre département.</p> <p>En effet, beaucoup de structures font diverses prestations à la fois et résidant longtemps dans le milieu des affaires, acquièrent de l'expérience, de la capacité technique et financière requise pour exécuter correctement la commande publique.</p> <p>Concernant le choix des fournisseurs, nous nous sommes référés sur l'article 78 du CMP, mieux explicité par la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.</p> <p>Pour les collusions, la commission des marchés veillera mieux sur les offres soumises à leur examen.</p> <p>Les DRP initiées par les différents administrateurs de crédits ont été attribuées par ces derniers qui ont agi en qualité de PRM.</p> <p>En effet, étant administrateurs des crédits, ils ont agi comme PRM. Dans ce cadre, nous restons attentifs à toute proposition d'amélioration relative à cet objet.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous prenons note de vos commentaires mais maintenons toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

Description	DRP N° 23	DRP N° 24	DRP N° 25	DRP N° 26	DRP N° 27
Nature	IMPRESSION SIMPLE SUR AFFICHES ET DEPLIANTS	MEDAILLES + CADEAUX RECIPIENDAIRES (FETE FIN D'ANNEE 2010)	FOURNITURES DE TEE SHIRTS VIERGES	DEMENAGEMENT BUREAU, INSTALLATION, NETTOIEMENT ORDURES	TRANSITION VERS LE NUMERIQUE/ CONGRES SUR LA TRANSITION VERS LE NUMERIQUE
Direction concernée	DIRTIC	Cabinet du Ministre	DIRCOM	DIRCOM	
Date de saisine des fournisseurs	07 Avril 2011	01 Février 2011	27 Janvier 2011	25 Mai 2011	02 Février 2011
Date d'ouverture des plis	18 Avril 2011 à 10 heures	14 Février 2011 à 16 heures	10 Février 2011 à 10 heures	09 Juin 2011 à 09 heures 05 minutes	15 Février 2011 à 11 heures 25 minutes
Délai de préparation des offres	DATE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES NON INDIQUEE				
Date d'attribution	18 avril 2011	14 Février 2011	10 Février 2011	09 juin 2011	15 février 2011
Attributaire	MAME DIARRA CISSE	SERIGNE FALILOU MBACHE ENTREPRISE	MAFOPRES	DISTRIBUTION PLUS B.C.V.S	NAZOUROU SERVICES & PRESTATION
Montant du marché en F CFA TTC	3 245 000	10 490 000	1 249 325	14 508 808	9 999 910
Non conformités	<p><b>DRP N° 23 IMPRESSION SIMPLE SUR AFFICHES ET DEPLIANTS</b></p> <p>Le bon de commande, qui devait faire office de contrat n'a pas été classé dans le dossier.</p> <p><b>DRP N° 24 : MEDAILLES, CADEAUX AUX RECIPIENDAIRES (FETE DE FIN D'ANNEE 2010)</b></p> <p>Le PV de réception n'a pas été daté.</p>				

	<p><b>DRP N° 27 : TRANSITION VERS LE NUMERIQUE /CONGRES SUR LA TRANSITION VERS LE NUMERIQUE</b></p> <p>Le mode de passation de ce marché n'est pas conforme car l'AC aurait dû lancer deux marchés distincts au lieu de confondre des prestations intellectuelles et des services courants dans un même marché ;</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Il convient de se conformer aux dispositions de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des documents de passation des marchés tel qu'édicte dans le manuel de classement de l'ARMP.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>S'agissant de la « démultiplication des achats », nous avons procédé par administrateur de crédit selon le plan de passation des marchés.</p> <p>En effet, chaque administrateur de crédits est es qualité personne responsable de marché et agit en conséquence en signant les procès verbaux d'attribution conformément à la procédure simplifiée des demandes de renseignements et de prix.</p> <p>A cela s'ajoute le fait que PPM a été soumis en validation à la DCMP qui se charge du contrôle a priori et aucune remarque ne nous a été notifiée.</p> <p>Les DRP initiées par les différents administrateurs de crédits ont été attribuées par ces derniers qui ont agi en qualité de PRM.</p> <p>En effet, étant administrateurs des crédits, ils ont agi comme PRM. Dans de cadre, nous restons attentifs à toute proposition d'amélioration relative à cet objet.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous prenons note de vos commentaires mais maintenons toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p>



Description	DRP N° 28	DRP N° 29	DRP N° 30	DRP N° 31	DRP N° 32
Nature	IMPRESSION SIMPLE SUR CHEMISES CARTONNEES VIERGES « EN-TETE DU MINISTERE »	PROJET DE TRANSITION VERS LE NUMERIQUE / CONFECTIONS DE BROCHURES ET DEPLIANTS SUR LA TRANSITION VERS LE NUMERIQUE	PROJET TRANSITION VERS LE NUMERIQUE / ENTRETIEN VEHICULES	PIECES DE RECHANGE POUR VEHICULES AUTOMOBILES (PARC AUTOMOBILE)	LOCATION VEHICULES VISITE MINISTRE COMMUNICATION DANS LES NOUVELLES STRUCTURES DES TELECOMMUNICATIONS
Direction concernée	DIRCOM	DIRCOM	DIRCOM	DIRCOM	Cellule de Passation
Date de saisine des fournisseurs	08 Février 2011	08 Février 2011	18 Mai 2011	18 Avril 2011	09 Février 2011
Date d'ouverture des plis	23 Février 2011 à 10 heures 05 minutes	23 Février 2011 à 09 heures	03 Juin 2011 à 09 heures 03 minutes	04 Mai 2011 à 10 heures	23 Février 2011 à 15 heures
Délai de préparation des offres	DATE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES NON INDIQUEE				
Date d'attribution	23 février 2011	23 février 2011	03 juin 2011	04 Mai 2011	23 février 2011
Attributaire	LADCO SUARL	OPTIMA TRADING	STATION SERVICE SHELL PASTEUR	MAFOPRES	COMPAGNIE SENEGALAISE DE SERVICES ET DE TRAVAUX
Montant du marché en F CFA TTC	2 628 450	9 999 833	3 000 000	455 300	8 249 988
Non conformités	Considérant la multitude de DRP pour l'entretien et la réparation de véhicules ( <b>DRP N° 30, 31 et 33</b> ) et celles pour la location de véhicules ( <b>DRP N° 32 et 34</b> ), l'AC aurait pu lancer deux appel d'offres en bonne et due forme (marchés à commande ou de clientèle) pour non seulement se conformer aux règles d'économie édictées par le CMP mais éviter le fractionnement des marchés conformément à l'article 54-5 du CMP ou à défaut requérir l'autorisation de la DCMP				

	<p>au préalable.</p> <p><b>DRP N° 28 : IMPRESSION SIMPLE SUR CHEMISES CARTONNEES VIERGES « EN-TETE DU MINISTERE »</b></p> <p>Deux (2) des offres, celles de MALITRADING et de CBS COM- BAT SERVICES ont le même pied de page avec la même indication « siège : Cité BCEAO N° E7 – Tel 33 820 41 42 // 77 631 34 09 – BP : 3423 Dakar RC SN-DKR-2007 ». Ces similitudes montrent que les offres ont été produites par la même source ou des sources liées et laissent entrevoir une collusion entre ces deux prestataires préjudiciable à la transparence de la procédure de passation.</p> <p><b>DRP N° 29 : CONFECTION DE BROCHURES ET DEPLIANTS</b></p> <p>Les offres des candidats présentent des similitudes suspectes qui laissent entrevoir qu’elles ont été produites par la même source.</p> <p><b>DRP N° 30 : ENTRETIEN DE VEHICULES</b></p> <p>Les offres des candidats présentent des similitudes suspectes qui laissent entrevoir une collusion. A ce titre nous avons relevé que les soumissionnaires SHELL UNITE AFRICAINE et SHELL MALICK SY ont le même numéro de NINEA (0073693 2A1).</p> <p><b>DRP N° 31 et DRP N° 32 : PIECES DE RECHANGE POUR VEHICULES / LOCATION VEHICULES VISITE MINISTRE</b></p> <p>Les offres des candidats présentent des similitudes suspectes qui laissent entrevoir une collusion en violation du principe de transparence.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Il convient de se conformer aux dispositions de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller à établir des PV distincts à chaque étape de la procédure de passation des marchés ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l’article 54-2 du CMP ;</p>

	<p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des documents de passation des marchés tel qu'édicté dans le manuel de classement de l'ARMP ;</p> <p>Bannir toute pratique collusive tendant à biaiser la concurrence.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Pour les collusions, la commission des marchés veillera mieux sur les offres soumises à leur examen.</p> <p>S'agissant de la « démultiplication des achats », nous avons procédé par administrateur de crédit selon le plan de passation des marchés.</p> <p>En effet, chaque administrateur de crédits est es qualité personne responsable de marché et agit en conséquence en signant les procès verbaux d'attribution conformément à la procédure simplifiée des demandes de renseignements et de prix.</p> <p>A cela s'ajoute le fait que PPM a été soumis en validation à la DCMP qui se charge du contrôle a priori et aucune remarque ne nous a été notifiée.</p> <p>Les DRP initiées par les différents administrateurs de crédits ont été attribuées par ces derniers qui ont agi en qualité de PRM.</p> <p>En effet, étant administrateurs des crédits, ils ont agi comme PRM. Dans ce cadre, nous restons attentifs à toute proposition d'amélioration relative à cet objet.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous prenons note de vos commentaires mais maintenons toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

Description	DRP N° 33	DRP N° 34
Nature	REPARATION VEHICULES DU MINISTERE DE LA COMMUNICATION	LOCATION VEHICULES
Direction concernée	Cabinet du Ministre	Cabinet du Ministre
Date de saisine des fournisseurs	02 Février 2011	26 Mai 2011
Date d'ouverture des plis	17 Février 2011 à 11 heures	10 Juin 2011 à 09 heures
Délai de préparation des offres	DATE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES NON INDIQUEE	
Date d'attribution	17 février 2011	10 juin 2011
Fournisseurs consultés	05 candidats: GIE RAMA–PEPEX–ELHADJI MAMADOU GUEYE–MOMAR NDIAYE 7 GARAGE DIAMALAYE– MANDIONE DIOP	05 candidats candidats: A.S.T.P.C.I–GENERAL DISTRIBUTION–NETSEN–SPEED TECH– DISTRIBUTION PLUS B.C.V.S
Nombre d'offres reçues	05 candidats: GIE RAMA–PEPEX–ELHADJI MAMADOU GUEYE–MOMAR NDIAYE 7 GARAGE DIAMALAYE– MANDIONE DIOP	05 candidats candidats: A.S.T.P.C.I–GENERAL DISTRIBUTION–NETSEN–SPEED TECH– DISTRIBUTION PLUS B.C.V.S
Attributaire	MANDIONE DIOP	DISTRIBUTION PLUS B.C.V.S
Montant du marché en F CFA	9 900 000 FCFA TTC	10 385 100 FCFA TTC
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation n'indiquent pas la date limite de dépôt des offres, pour nous permettre de déterminer le délai de préparation des offres ; les lettres n'ont pas été déchargées; elles n'indiquent pas non plus la liste des candidats sollicités.</p> <p>La lettre de notification d'attribution provisoire et les lettres d'information des candidats non retenus du rejet de leurs offres ne sont pas jointes au dossier. Cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p>	

	<p>Le PV d'ouverture appelé « PV de dépouillement » alors que le terme «dépouillement» n'est pas conforme, fait office de PV d'évaluation, en violation de la réglementation qui institue l'établissement de PV distincts ;</p> <p>Les attestations de précompte de la TVA ne sont pas classées dans les dossiers qui nous sont transmis.</p> <p><b>DRP N° 33 : REPARATION VEHICULES DU MINISTERE DE LA COMMUNICATION</b></p> <p>Les offres des candidats présentent des similitudes suspectes qui laissent entrevoir une collusion.</p>
<b>Recommandations</b>	<p>Il convient de se conformer aux dispositions de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Veiller à établir des PV distincts à chaque étape de la procédure de passation des marchés ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 54-2 du CMP ;</p> <p>Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des documents de passation des marchés tel qu'édicte dans le manuel de classement de l'ARMP ;</p> <p>Bannir toute pratique collusive tendant à biaiser la concurrence.</p>
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	<p>Pour les collusions, la commission des marchés veillera mieux sur les offres soumises à leur examen.</p> <p>Les DRP initiées par les différents administrateurs de crédits ont été attribuées par ces derniers qui ont agi en qualité de PRM.</p> <p>En effet, étant administrateurs des crédits, ils ont agi comme PRM. Dans ce cadre, nous restons attentifs à toute proposition d'amélioration relative à cet objet.</p>
<b>Appréciation du Consultant</b>	<p>Nous prenons note de vos commentaires mais maintenons toutes les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p>

<b>DRP N° 35 DIRCOM / ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULES</b>	
<b>Date de publication de l'AGPM</b>	-
<b>Date de saisine des candidats</b>	-
<b>Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis</b>	-
<b>Délai de préparation des offres</b>	-
<b>Date d'attribution</b>	2007
<b>Date de signature du contrat</b>	-
<b>Date d'enregistrement du contrat</b>	-
<b>Délai d'exécution</b>	-
<b>Sociétés ayant retiré le cahier de charges</b>	-
<b>Nombre d'offres reçues</b>	-
<b>Attributaire</b>	LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE
<b>Montant du marché en F CFA TTC</b>	2 651 419 FCFA TTC
<b>Non conformités</b>	<p>Sur la base d'un contrat d'exclusivité établi le 29 Mars 2011, attestant que la société est concessionnaire exclusif pour fournir les pièces détachées et réparer les véhicules MITSUBISHI, CITROEN, MERCEDES et KIA au SENEGAL, le Bon d'Engagement non daté N° 0358377, visé par le COF le 05 Avril 2011 et par l'Ordonnateur délégué le 30 Mai 2011, a été émis au bénéfice de LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE.</p> <p>Ce Bon d'Engagement, vient liquider différentes factures datées du 01 Juin 2011 d'un montant total de <b>2 651 419 FCFA</b> pour des prestations effectuées en 2007, échues depuis 2008. Cette manière de procéder n'est pas conforme à la réglementation. Deux (2) cas de figure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• S'il s'agit de report d'échéance qui de manière générale, permet de suspendre le paiement pendant un ou plusieurs mois, suite à un accord entre les parties, cette procédure n'est pas conforme en matière de marchés publics, dans la mesure</li> </ul>

	<p>l'existence de crédits budgétaires suffisants est un préalable à toute souscription d'un marché. Par ailleurs, la durée du report serait anormalement longue et aurait dû entraîner une majoration des coûts.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• S'il s'agit d'une reconduction tacite, elle doit être limitée dans le temps du fait de la nécessité de remise en concurrence périodique et le contrat d'exclusivité mis à notre disposition et qui est postérieure aux prestations en question ne peut pas justifier cette manière de procéder, car ne concernant pas les périodes antérieures auxquelles on voudrait l'appliquer.</li> </ul> <p>L'attestation de précompte de TVA n'est pas classée dans le dossier qui nous a été transmis.</p>
<b>Recommandations</b>	Se conformer à la réglementation sur les marchés publics.
<b>Commentaires de l'Autorité Contractante</b>	
<b>Appréciation du Consultant</b>	

**ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE**



**BSC**  
**BUSINESS SYSTEM**  
**CONSULTING GROUP**  
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (22) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 11 avril 2013

**A Monsieur le Ministre**  
**de la Communication des Télécommunications**  
**chargé des Technologies de l'Information**  
**(MICOMTELTICS)**

**Objet :** Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2011


**Monsieur le Ministre,**

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, Monsieur le **Ministre**, l'expression de notre parfaite considération.



  
**Ibra Guèye**  
**Associé**  
**B. S. C.**  
Business System Consulting Group  
Rue du Docteur THEZE  
Tél: 33 821 41 72 - Fax 33 822 95 03  
BP: 11616 - Dakar, SENEGAL  
E mail: bsc@arc.sn

## **ANNEXE 2. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**

REPUBLIQUE DU SENEGAL  
Un Peuple-Un But-Une Foi

F. . 00072

N° MCTEN

MINISTRE DE LA COMMUNICATION  
DES TELECOMMUNICATIONS  
ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE

Dakar, le

02 MAI 2013

Objet : Transmission

Monsieur le Directeur,

Je vous transmets ci-joint les observations apportées au rapport provisoire de la revue indépendante de passation des marchés publics de la gestion 2011.

Je vous en souhaite bonne réception.

/-) / Monsieur Ibra GUEYE

Cabinet BSC

Immeuble Coumba CASTEL

12, rue saint Michel

D A K A R



Le choix des « intermédiaires » procède du fait que certaines structures ne veulent pas prendre de bon d'engagement de l'Etat, ainsi nous avons fait recours à la base fournisseur de l'autorité contractante. Les entreprises ou établissements choisis respectent les dispositions de l'article 44 du code des marchés publics. En effet ils ont une forme juridique et un numéro d'immatriculation au registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) et un NINEA.

De ce fait le choix des structures n'est pas basé sur une préméditation mais plutôt sur un choix établi sur cinq fournisseurs ayant déposé leur demande d'agrément dans notre département.

En effet beaucoup de structures font diverses prestations à la fois et résidant longtemps dans le milieu des affaires, acquièrent de l'expérience, de la capacité technique et financière requise pour exécuter correctement la commande publique.

Concernant le choix des fournisseurs nous nous sommes référés sur l'article 78 du code des marchés publics, mieux explicité par la circulaire n°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009.

Pour les collusions la commission des marchés veillera mieux sur les offres soumises à leur examen.

b/ s'agissant de la « démultiplication des achats » nous avons procédé par administrateur de crédit selon le plan de passation des marchés.

En effet chaque administrateur de crédit est es qualité personne responsable de marché et agit en conséquence en signant les procès verbaux d'attribution conformément à la procédure simplifiée des demande de renseignement et de prix.

A cela s'ajoute le fait que le plan de passation des marchés a été soumis en validation à la direction centrale des marchés publics qui se charge du contrôle à priori et aucune remarque ne nous a été notifiée

C/ les demande de renseignement initiées par les différents administrateurs de crédit ont été attribuées par ces derniers qui ont agit en qualité de personne responsable des marchés

En effet étant administrateurs des crédits ils ont agit comme personne responsable des marchés

Dans ce cadre nous restons attentifs à toute proposition d'amélioration relative à cet objet.

d/ En ce qui concerne le DPAO (l'avis d'appel d'offre n°01/2011/MICOMTELTIC ) relatif à l'appel d'offre, l'autorité contractante veut s'assurer que le soumissionnaire est capable d'exécuter le marché surtout quant il s'agit de véhicules pick up.il faut noter également que le DAO, bien que n'atteignant pas le seuil pour revue à priori , a été

cependant transmis à la direction centrale des marchés publics pour avis et observation ; la direction centrale des marchés publics a validé le DAO avec avis favorable.

Il convient de noter que l'expérience des soumissionnaires sur les instructions aux candidats n'était pas substantielle.

Le budget prévu pour l'acquisition des trois véhicules était de quarante sept millions cinq cent francs (47 500 000 F) et l'offre de CFAO de quarante quatre millions neuf cent quatre vingt huit mille francs TTC (44 988 000 F TTC). Cependant, en cours d'exécution alors que la procédure de passation des marchés est lancée, un montant de 15. 000.000 F TTC est ponctionné par les services du Ministère de l'Economie et des Finances et correspond au montant d'acquisition d'un véhicule. En conséquence, au moment de la contractualisation il ne restait que le budget pour l'acquisition des deux véhicules 4x4 pick up au lieu des trois véhicules initialement prévus.

En outre pour cet appel d'offre toute la procédure a été respectée

#### Détail

Page 9 du rapport provisoire

L'avis d'appel d'offre a été publié dans le journal le « soleil » du 1<sup>er</sup> et 2 juin 2011

La liste des entreprises ayant retiré le DAO est :

CFAO MOTORS SENEGAL

TATA AFRICA SENEGAL

CCBM AUTOMOBILE

ESPACE AUTO

Page 10

La plupart des observations contenues dans la page 10 sont dues à la mal interprétation du code des marchés publics .

Les demandes de renseignement de prix ont été attribuées par des administrateurs de crédits différents.

Page 11

C'est pour éviter la concertation entre fournisseurs qui explique la non inscription des noms des candidats sur les lettres d'invitation à soumissionner.

Les délais d'exécution qui ne sont pas pris en compte dans les contrats sont du au fait que les titres de créance émis par les services du ministère des finances peuvent l'être tardivement.

Cependant nous y veillerons davantage

L'achat des cassettes audiovisuelles ont été fait en fonction des différents administrateurs de crédit des différentes structures en fonction des divers besoins.

Cependant concernant le montant 14 905 011 FCFA TTC que vous évoquez, il s'agit bien de deux bons d'engagement :

Bon d'engagement N°358355 pour un montant de 12 500 000de FCFA TTC



Et d'un bon d'engagement N°358 391 pour un montant de 2 405 011 FCFA TTC, ce qui fait un montant total de 14 905 011 TTC.

Nous vous signalons par ailleurs que tous les engagements sont en toute taxe comprise

Page 12 et 13

Les attestations et les justificatifs du reversement du précompte de TVA sont établis par le Ministère de l'Economie et des Finances (Trésor public) au moment du virement et à l'ordre du prestataire. Ainsi le fournisseur ne reçoit que le montant hors TVA. La TVA est retirée par le trésor public.

Certains spécialistes comme les hôteliers, les consultants ne veulent pas souvent pas travailler avec le système des bons d'engagement cependant nous veillerons au respect de ces recommandations contenu dans les pages 14 et 15